



Rapport Annuel 2023

Des défis sans
précédent

Table des matières

00

Introduction

- 8 Présentation de la Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique
- 14 Mot de Président de la BADEA
- 16 Évolutions et tendances économiques en Afrique subsaharienne en 2023
- 20 Principaux indicateurs des activités de financement de la Banque (2021 – 2022 – 2023)

01

Chapitre Premier: Activités et opérations en 2023

- 24 Total des engagements
- 24 Domaines de concentration de la Stratégie 2030 de la BADEA
- 28 Transformations qualitatives des interventions en 2023
- 33 Cofinancement
- 34 Opérations achevées et leur impact sur le développement
- 36 Signature et entrée en vigueur des accords de prêt
- 36 Signature de protocoles d'accord
- 36 Participation aux activités de développement régionales et internationales en 2023

02

Chapitre Deuxième: Renforcement de l'efficacité institutionnelle pour maximiser l'impact de développement

- 40 Événements survenus dans l'État du siège permanent
- 40 Faire face aux défis de la continuité des activités
- 41 Notation de crédit
- 42 Certifications de qualité
- 42 Renforcement de la gouvernance institutionnelle
- 43 Renforcement des mécanismes de suivi de la mise en œuvre et d'évaluation des projets

03

Chapitre Troisième: Performance financière au 31 décembre 2023

- 46 Total des engagements financiers
- 46 Décaissements et recouvrements
- 49 Engagements annuels de la Banque sur la période 1975 – 2023
- 50 Rapport financier de la Banque au 31 décembre 2023

04

Chapitre Quatrième: Détail des opérations approuvées en 2023

- 54 Projets du secteur public
- 58 Opérations du secteur privé
- 62 Opérations de financement du commerce
- 66 Opérations de développement des capacités

05

Annexes

- 80 Annexe I: Capital de la BADEA
- 81 Annexe II: États financiers et rapport de l'auditeur indépendant pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

Ce rapport est interactif : cliquez sur les titres ou les numéros de page pour accéder aux sections.

Le bouton « Retour au début » permet de revenir au sommaire à tout moment.

De plus, le QR code est cliquable ; vous n'avez pas besoin de le scanner.





Introduction





Introduction

Présentation de la Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique



Création

La Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique (BADEA) est une institution financière internationale jouissant de la personnalité juridique internationale pleine et entière et d'une indépendance totale sur les plans administratif et financier. Elle a été créée par décision du sixième Sommet arabe tenu à Alger, le 28 novembre 1973, et ses activités de financement ont démarré à partir de son siège principal à Khartoum, République du Soudan, en mars 1975.

Membres et bénéficiaires

La Banque regroupe 18 États arabes, membres de la Ligue des États arabes, signataires de son Accord de création¹ le 18 février 1974. Elle se distingue par une particularité partagée avec un nombre restreint d'institutions de développement dans le monde, à savoir que ses membres ne bénéficient pas de ses financements, lesquels sont entièrement destinés à soutenir le développement économique et social dans 44 pays africains non arabes situés au sud du Sahara.

Les pays bénéficiaires de l'appui de la BADEA sont 44 pays africains non arabes de l'Afrique subsaharienne



* 1 L'Accord de création a été modifié à trois reprises par des décisions du Conseil des gouverneurs (décision n° 7 de l'année 1988, décision n° 4 de l'année 2007 et décision n° 4 de l'année 2023).



Objectifs et missions

La Banque a pour objectif de soutenir la coopération économique, financière et technique entre les pays arabes et les pays africains. Pour atteindre cet objectif, il lui a été confié d'accomplir les fonctions suivantes:



Capital

Les dix-huit États membres de la Banque contribuent à son capital. Le capital autorisé s'élève à 20 milliards de dollars américains, le capital souscrit callable à 10 milliards de dollars, et le capital libéré à 5 milliards de dollars.



Siège

La Banque exerce ses activités depuis son siège principal à Khartoum, capitale de la République du Soudan, et dispose également d'un bureau régional au Caire – République arabe d'Égypte.



Exercice financier

L'exercice financier de la Banque correspond à l'année civile, débutant le 1er janvier et se terminant le 31 décembre de chaque année.



Monnaie

La Banque accorde principalement ses financements aux pays bénéficiaires en dollars américains, mais elle peut également prêter en euros.



Langue

La langue arabe est la langue officielle des travaux de la Banque, à laquelle s'ajoutent l'anglais et le français comme langues de travail, conformément aux besoins des activités de la Banque en Afrique.



Le Conseil des Gouverneurs

Le Conseil des Gouverneurs est composé d'un gouverneur et d'un gouverneur suppléant désignés par chacun des États membres de la Banque. Il détient tous les pouvoirs de la Banque, qu'il peut déléguer en tout ou en partie au Conseil d'Administration. Il peut également adresser des orientations à ce dernier concernant la politique générale de la Banque. Le Conseil tient une réunion annuelle au cours du deuxième trimestre de l'année et se réunit à tout autre moment si nécessaire.



Les ministres de l'économie et des finances des pays membres renouvellent leurs engagements d'intégration et de partenariat pour réaliser un développement durable en Afrique



Composition du Conseil en 2023

Son Excellence Dr. Mohammad Al-Assass

- Ministre des Finances
- Royaume hachémite de Jordanie

Son Excellence M. Sultan bin Salem Al-Habsi

- Ministre des Finances
- Sultanat d'Oman

Son Excellence M. Mohamed bin Hadi Al-Husseini

- Ministre d'État chargé des Affaires financières
- Émirats arabes unis

Son Excellence Dr. Nabil Qassis

- Président du Conseil d'administration de l'Autorité palestinienne des marchés de capitaux
- État de Palestine

Son Excellence Cheikh Salman bin Khalifa Al Khalifa

- Ministre des Finances et de l'Économie nationale
- Royaume de Bahreïn

Son Excellence M. Ali bin Ahmed Al-Kuwari

- Ministre des Finances
- État du Qatar

Son Excellence Mme Sihem Boughdiri*

- Ministre chargée de l'Économie et de la Planification
- République tunisienne

Son Excellence M. Fahad Abdulaziz Al-Jar Allah*

- Ministre des Finances
- État du Koweït

Son Excellence M. Laaziz Faid*

- Ministre des Finances
- République algérienne démocratique et populaire

Son Excellence Dr. Youssef Al-Khalil

- Ministre des Finances
- République libanaise

Son Excellence M. Mohammed bin Abdullah Al-Jadaan

- Ministre des Finances
- Royaume d'Arabie saoudite

Son Excellence Dr. Khaled Al-Mabrouk Abdallah

- Ministre des Finances
- État de Libye

Son Excellence Dr. Gibril Ibrahim Mohamed

- Ministre des Finances et de la Planification économique
- République du Soudan

Son Excellence Dr. Rania Al-Mashat

- Ministre de la Coopération internationale
- République arabe d'Égypte

- République arabe syrienne**

Son Excellence Mme Nadia Fettah Alaoui

- Ministre de l'Économie et des Finances
- Royaume du Maroc

Son Excellence Mme Taif Sami

- Ministre des Finances
- République d'Irak

Son Excellence M. Isselmou Ould Mohamed Mbadi

- Ministre des Finances
- République islamique de Mauritanie

*La représentation au sein du Conseil des gouverneurs a été modifiée en 2023 : la République tunisienne était représentée par Son Excellence M. Samir Saïed jusqu'en novembre 2023 ; la République algérienne démocratique et populaire par Son Excellence M. Djamel Ibrahim Kassali jusqu'en juin 2023 ; et l'État du Koweït par Son Excellence M. Saad Al-Barrak jusqu'en mars 2023.

** L'année 2011 a été la dernière au cours de laquelle un représentant de la République arabe syrienne a participé aux réunions du Conseil des gouverneurs.



Le Conseil d'Administration

Le Conseil d'administration assure la gestion de la Banque. Il est composé de onze membres : neuf membres permanents et deux membres non permanents. Le Conseil élit en son sein un président n'exerçant pas à plein temps pour un mandat renouvelable de deux ans. Les États membres qui contribuent le plus au capital de la Banque y sont représentés de manière permanente. Les autres États membres, selon leur poids en voix au sein du Conseil des Gouverneurs, élisent les deux membres non permanents. La durée du mandat est de quatre ans, renouvelable.

Composition du Conseil en 2023

Président



Son Excellence Dr.
Fahd bin Abdullah Al-Dosari
Royaume d'Arabie saoudite

Membres



Son Excellence M.
Fayçal Ali Al-Mansouri
Émirats arabes unis



Son Excellence M.
Boujemaa Ghanem
République algérienne démocratique
et populaire



Son Excellence Dr.
Abdelaziz bin Mohamed Al-Hinai
Sultanat d'Oman



Son Excellence M.
Abdallah Khalil Al-Musaibih
État du Koweït



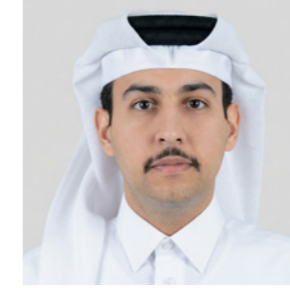
Son Excellence Dr.
Tarek Al-Chaarawi
République arabe d'Égypte



Son Excellence M.
Atif Al-Barchani*
République tunisienne



Son Excellence M.
Abdul Hassan Jamal*
République d'Irak



Son Excellence M.
Saoud Mohammed Al-Hababi*
État du Qatar



Son Excellence M.
Aboubakr Mohamed Al-Jaffal
État de Libye



Son Excellence M.
Al-Hassan Al-Daz
Royaume du Maroc

Le Président de la BADEA

Il est nommé en dehors des membres du Conseil d'administration pour un mandat de cinq ans, renouvelable une seule fois. Le Président de la BADEA est le représentant légal de l'institution et son plus haut responsable exécutif, chargé de la gestion de l'ensemble des activités de la Banque sous la supervision du Conseil d'administration, conformément aux directives du Conseil des Gouverneurs et du Conseil d'administration.

Le Président de la BADEA en 2023



Son Excellence Dr.
Sidi Ould Tah
République islamique de Mauritanie

* La représentation au sein du Conseil d'administration a été modifiée au cours de l'année 2023 : la République tunisienne était représentée par Son Excellence M. Mohamed EL-Fadel Hassioun jusqu'en novembre 2023 ; la République d'Irak par Son Excellence M. Bilal Hussein jusqu'en janvier 2023 ; et l'État du Qatar par Son Excellence M. Ahmed Saleh Al-Muhannadi jusqu'en juin 2023.



Mot de Son Excellence
Dr. Sidi Ould Tah
Président de la BADEA



Chers lecteurs,

J'ai l'honneur de mettre entre vos mains le rapport annuel sur les activités de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique au cours de l'année 2023, en exécution des obligations statutaires de la Banque et en concrétisation de son engagement constant envers les principes de transparence, de reddition de comptes et d'information institutionnelle.

L'année 2023 a constitué une étape exceptionnelle dans le parcours de la Banque, au regard des défis sans précédent auxquels elle a été confrontée au cours de l'exercice. Malgré ces circonstances, la Banque a poursuivi, avec constance et sens des responsabilités, l'accomplissement de sa mission de développement, en appui aux efforts de développement économique et social des pays d'Afrique subsaharienne.

Au cours de l'année 2023, la Banque est parvenue à exécuter avec compétence ses programmes et plans approuvés, le montant total de ses financements en faveur des états africains ayant atteint environ 2 241,3 millions de dollars, soit une hausse de 11,8% par rapport à l'année précédente. Cette performance traduit la capacité de la Banque à s'adapter avec souplesse aux évolutions, à renforcer son efficacité opérationnelle et à développer ses outils institutionnels, de manière à garantir la continuité de ses activités et la réalisation de ses objectifs de développement.

En conclusion, le présent rapport offre une vue d'ensemble des principales activités et réalisations de la Banque au cours de l'année 2023. Il reflète les efforts collectifs déployés pour renforcer sa mission de développement et consolider le partenariat arabo-africain, contribuant ainsi à soutenir la marche vers un développement économique et social global et durable dans les pays d'Afrique subsaharienne.

Que la paix, la miséricorde de Dieu et Ses bénédictions soient sur vous.





Évolutions et tendances économiques en Afrique subsaharienne en 2023



3,3%

Le taux de croissance en Afrique subsaharienne

Les prévisions du Fonds monétaire international indiquent que la croissance en Afrique subsaharienne a poursuivi son ralentissement pour la deuxième année consécutive, pour s'établir à 3,3% en 2023. Ce ralentissement s'explique par la hausse des taux d'intérêt à l'échelle mondiale visant à lutter contre l'inflation, laquelle a, d'une part, entraîné un ralentissement de la croissance de la demande mondiale et, d'autre part, aggravé les difficultés de financement auxquelles font face les pays africains, dans un contexte de renchérissement du coût de l'emprunt et de pressions liées au taux de change des monnaies locales. Ce ralentissement s'explique également par des facteurs internes, notamment le durcissement des politiques monétaires et budgétaires en réponse aux défis liés à l'inflation et à la détérioration des déficits budgétaires consécutive à la crise de la COVID-19, ainsi que par des crises propres à certains pays de la région, telles que la crise des coupures d'électricité et celle des chaînes d'approvisionnement en Afrique du Sud, et les crises sécuritaires et politiques qu'ont connues d'autres pays.

462

Millions de personnes sous le seuil de pauvreté en 2023

Du côté de la demande, l'investissement a constitué le principal moteur de la croissance, suivi par les exportations et les dépenses de consommation publique, tandis que les dépenses de consommation des ménages ont enregistré une contraction en raison de l'inflation et de la dépréciation des monnaies locales. Du côté de l'offre, le secteur des services a continué de jouer le rôle de moteur principal de la croissance, ayant, à lui seul, contribué aux deux tiers de la croissance réalisée dans la région en 2023, alors que la hausse des prix des intrants et la persistance des perturbations des chaînes d'approvisionnement ont réduit la contribution des secteurs industriel et agricole à la croissance économique. Malgré cette croissance, le revenu par habitant en Afrique subsaharienne n'a pas dépassé le



niveau atteint en 2019, avant la pandémie. Les estimations de la Banque mondiale indiquent que 29 millions de personnes supplémentaires sont tombées sous le seuil de pauvreté dans la région entre 2020 et 2023, portant le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté à environ 462 millions en 2023. Sur le plan régional, la croissance enregistrée en Afrique de l'Est et en Afrique australe a été inférieure à celle observée en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, en raison du ralentissement du rythme de croissance de l'investissement et de la détérioration de la qualité des institutions. Le revenu par habitant s'est contracté d'environ 0,8% en Afrique de l'Est et en Afrique australe en 2023, tandis qu'il a progressé d'environ 0,7% en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. Le taux de pauvreté s'est établi, au cours de l'année, à 43,2% en Afrique de l'Est et en Afrique australe et à 28,2% en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.

60%

Des pays, où le taux de croissance a ralenti

De manière générale, les pays africains se répartissent en deux groupes: un premier groupe, représentant environ 60% des pays, où le taux de croissance a ralenti par rapport aux niveaux historiques enregistrés depuis le début du siècle, et un second groupe ayant connu une accélération du taux de croissance. Parmi les pays relevant du premier groupe figure l'Afrique du Sud, où le taux de croissance n'a pas dépassé 0,9% en raison de l'augmentation des coupures d'électricité et de leur impact sur les secteurs de l'industrie manufacturière et des mines, ainsi que des perturbations des activités portuaires et du transport ferroviaire, qui ont affecté le commerce intérieur et extérieur. Au Nigéria et en Angola, le taux de croissance a ralenti pour atteindre respectivement 2,8% et 1,2%, en raison du recul de la production pétrolière, tandis que l'économie de la Guinée équatoriale a enregistré une contraction marquée d'environ 6,2%, imputable à l'épuisement progressif des champs pétroliers et à la faible performance du secteur non pétrolier. De même, le taux de croissance n'a pas dépassé 0,5% à Sao Tomé-et-Principe, en raison de la crise de l'approvisionnement en électricité que connaît le pays et de l'impact de la hausse des prix des produits importés sur les dépenses de consommation des ménages.

Parmi les pays relevant du second groupe, où le taux de croissance s'est accéléré, figurent le Kenya, dont le taux de croissance a atteint 4,9% grâce à la reprise du secteur agricole et des dépenses de consommation des ménages, la Côte d'Ivoire, avec un taux de croissance de 6,2% porté par la reprise du secteur manufacturier, la République démocratique du Congo, avec un taux de croissance de 6,7% grâce à la persistance de la forte rentabilité du secteur minier, et le Mozambique, dont le taux de croissance a atteint 6,9% grâce au début des exportations de gaz naturel liquéfié.



2,2%

Le taux de croissance dans les pays riches en pétrole et en minerais

Le taux de croissance dans les pays de la région riches en pétrole et en minerais a ralenti pour s'établir à 2,2% en 2023. Dans les pays riches en pétrole, le taux a reculé pour atteindre 2,5% en raison de la baisse des prix mondiaux et des niveaux de production, à l'exception des Républiques du Congo et du Tchad, où le taux de croissance s'est accéléré pour atteindre 4%. L'accélération de la croissance en République du Congo s'explique par l'augmentation de la production pétrolière à la suite de la hausse des nouveaux investissements dans le secteur, tandis qu'au Tchad elle est due à la reprise du secteur non pétrolier, sous l'effet de l'augmentation des investissements publics et de la poursuite de la hausse de la production pétrolière. Dans les pays de la région riches en minerais, le taux de croissance a ralenti pour atteindre 1,7% en 2023, en raison de la hausse des importations à un rythme supérieur à celui des exportations. Le taux de croissance a ralenti au Botswana pour atteindre 3,8%, en raison du recul de la demande mondiale de diamants, et en Namibie pour atteindre 2,8%, du fait du durcissement de la politique monétaire et du ralentissement de la croissance chez les principaux partenaires commerciaux. Le taux de croissance a également ralenti en Zambie pour atteindre 3,5%, en raison de la baisse de la rentabilité des secteurs de l'agriculture et des mines, au Niger pour atteindre 4,1% en raison des sanctions imposées par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, au Libéria pour atteindre 4,5%, et en Sierra Leone pour atteindre 2,7%.

La Guinée a constitué une exception au sein de ce groupe, le taux de croissance s'y étant accéléré pour atteindre 5,9%, grâce à l'augmentation de la production d'or et de bauxite. Dans le reste des pays de la région, qui ne sont pas classés comme pays riches en pétrole ou en minerais, le taux de croissance a ralenti pour atteindre 3% en 2023, en raison du durcissement des politiques monétaires et de l'impact de la hausse du coût des importations sur les dépenses de consommation. Ainsi, le taux de croissance a ralenti au Bénin pour atteindre 5,5%, au Togo pour atteindre 5,4%, au Ghana pour atteindre 1,1%, en Éthiopie pour atteindre 6,1%, et à Maurice pour atteindre 5%. À l'inverse, le taux de croissance s'est accéléré dans certains pays de la région grâce à l'amélioration des niveaux de production agricole, tels que le Burkina Faso, avec un taux de croissance de 4,3%, et la Guinée-Bissau, avec un taux de croissance de 4,5%, ou à la levée des sanctions, comme au Mali, où le taux de croissance a atteint 4,5%. Le taux de croissance s'est également accéléré au Sénégal pour atteindre 4,1%, sous l'effet des investissements dans les infrastructures.

5,2%

Le taux de croissance le plus élevé au niveau des groupements régionaux

Sur le plan des regroupements régionaux, les estimations du Fonds monétaire international indiquent que le taux de croissance a atteint 2,7% dans la zone de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, 5,2% dans les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, et 3,3% dans la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Le taux de croissance s'est également établi à 5% dans la Communauté de l'Afrique de l'Est et à 5,2% dans les pays d'Afrique subsaharienne membres du Marché commun de l'Afrique orientale et australe, tandis qu'il n'a pas dépassé 1,2% dans les pays de l'Union douanière d'Afrique australe et 2,5% dans la Communauté de développement de l'Afrique australe.



807

Milliards de dollars le volume de la dette extérieure de la région

Le niveau de l'inflation est demeuré élevé dans la région, à 16,2%, en raison de la dépréciation des taux de change des monnaies locales et de la hausse des prix des denrées alimentaires à l'échelle mondiale. Parmi les pays ayant enregistré les taux d'inflation les plus élevés figurent le Zimbabwe (396%), le Soudan du Sud (45%), la Sierra Leone (37%), le Nigéria (30%) et le Ghana (31%), tandis que les Seychelles ont enregistré une baisse des prix à la consommation d'environ 1%. Le déficit du compte courant de la balance des paiements a augmenté pour la deuxième année consécutive pour atteindre 2,7% du produit intérieur brut, en raison d'une baisse de la valeur des exportations d'environ 2,8%, imputable au recul des prix mondiaux du pétrole et des minerais, contre une hausse de la valeur des importations d'environ 0,9%. Le volume de la dette extérieure de la région a augmenté d'environ 2,5% pour atteindre près de 807 milliards de dollars, soit environ 44,5% du produit intérieur brut. Le service de la dette extérieure a également augmenté pour atteindre 8,4% du produit intérieur brut, en raison de l'accroissement de l'endettement et de la hausse des taux d'intérêt à l'échelle mondiale.

À la fin de l'année 2023, le nombre de pays africains en situation de crise de la dette s'élevait à 6 pays (Congo, Ghana, Malawi, Sao Tomé-et-Principe, Zambie et Zimbabwe) ; ceux présentant des risques élevés d'endettement étaient au nombre de 11 (Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Éthiopie, Gambie, Guinée-Bissau, Kenya, Mozambique, Sierra Leone, Soudan du Sud) ; et ceux présentant des risques modérés comprenaient (le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, la République démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Lesotho, le Libéria, Madagascar, le Mali, le Niger, le Rwanda, le Sénégal, la Tanzanie, le Togo et l'Ouganda). Le nombre de pays de la région disposant actuellement de programmes de financement avec le Fonds monétaire international s'est élevé à 25 pays.

La poursuite du resserrement des politiques monétaires à l'échelle mondiale a entraîné la poursuite de la hausse du coût de l'endettement en Afrique subsaharienne, le différentiel entre les rendements des obligations émises par les pays de la région en devises et ceux des obligations souveraines des économies avancées ayant dépassé 12 points, contre moins de 7 points avant la pandémie. Dans ce contexte, aucun pays africain n'a émis de nouvelles obligations en devises entre avril 2022 et la fin de 2023, et une incertitude demeure quant à la capacité de ces pays à honorer leurs engagements, estimés à environ 6 milliards de dollars au cours des deux prochaines années au titre des obligations émises précédemment.

4%

Le taux de croissance prévu en 2024

Il est prévu que le taux de croissance s'accélère pour atteindre 4% en 2024 en Afrique subsaharienne, tandis que le taux d'inflation devrait reculer à 10,5%. Le taux de croissance devrait également s'accélérer en Afrique du Sud — la plus grande économie de la région — pour atteindre 1,8%, grâce à l'atténuation attendue de la crise de l'électricité et à l'importance croissante du secteur des services. Il devrait aussi s'accélérer dans les pays aux économies diversifiées, sous l'effet de la reprise de la consommation et de l'investissement. Parmi les principaux défis auxquels les pays africains seront confrontés en 2024 figurent la persistance des difficultés d'accès aux financements, le maintien de niveaux relativement élevés d'inflation et des pressions sur les taux de change des monnaies locales, la faiblesse de la croissance du revenu par habitant, en particulier dans les pays dont l'économie repose sur l'exportation de produits de base, ainsi que les problèmes sécuritaires auxquels sont confrontés un grand nombre de pays de la région.

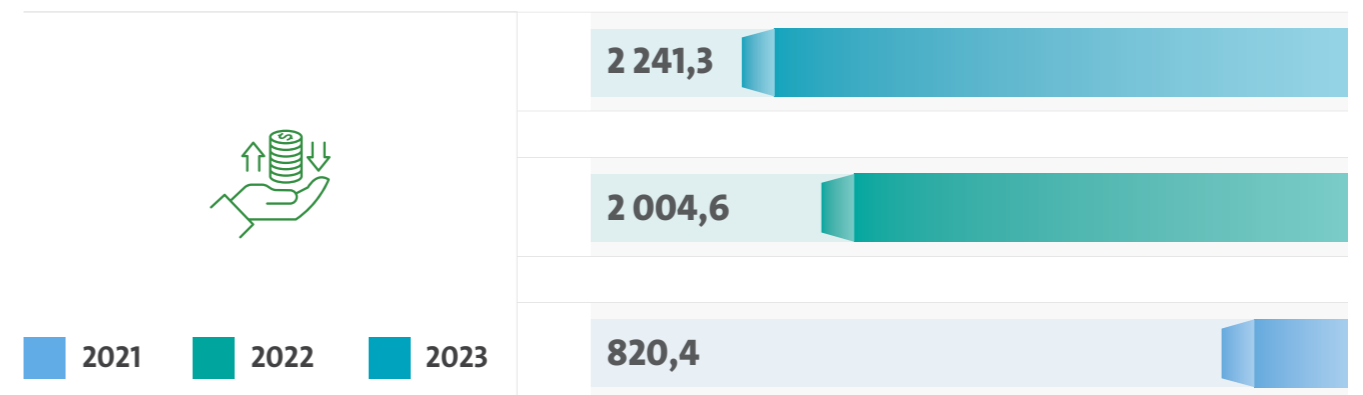


Principaux indicateurs des activités de financement de la Banque (2021 – 2022 – 2023)

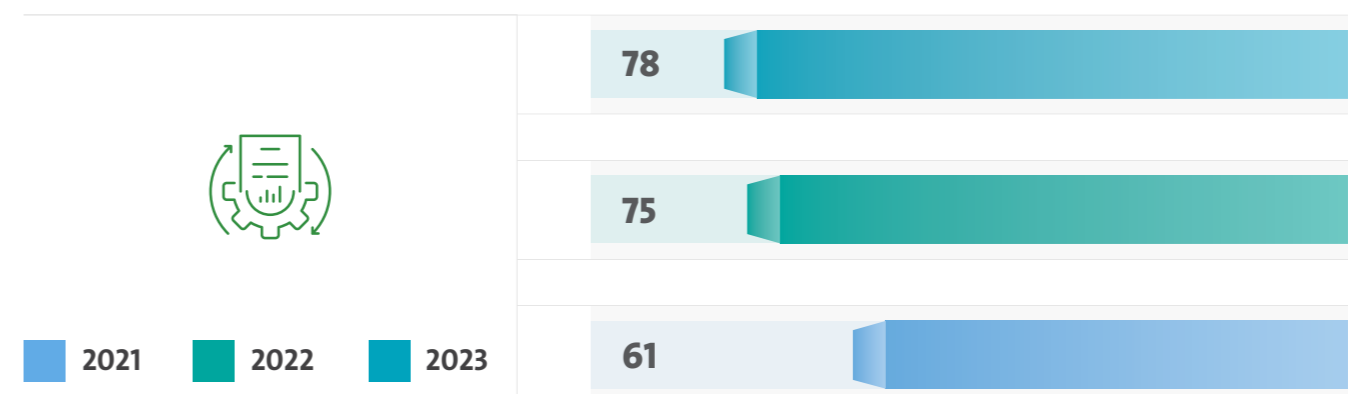
Indicateur	2021	2022	2023
Total des engagements (millions de dollars)	820,4	2 004,6	2 241,3
• Prêts au secteur public	319	885,5	393,8
• Prêts au secteur privé	155	418,3	305,9
• Lignes de financement du commerce	336,5	688,6	1 529,6
• Dons pour le développement des capacités	9,9	12,2	12,0
Nombre total d'opérations	61	75	78
• Projets du secteur public	9	16	12
• Opérations du secteur privé	6	10	8
• Opérations de financement du commerce	6	9	12
• Opérations de développement des capacités	40	40	46
Taux moyen de l'élément don pour les prêts aux projets du secteur public	29%	25%	24,3%
Coûts totaux des opérations cofinancées par la Banque (en millions de dollars)	4 325	3 869	4 867



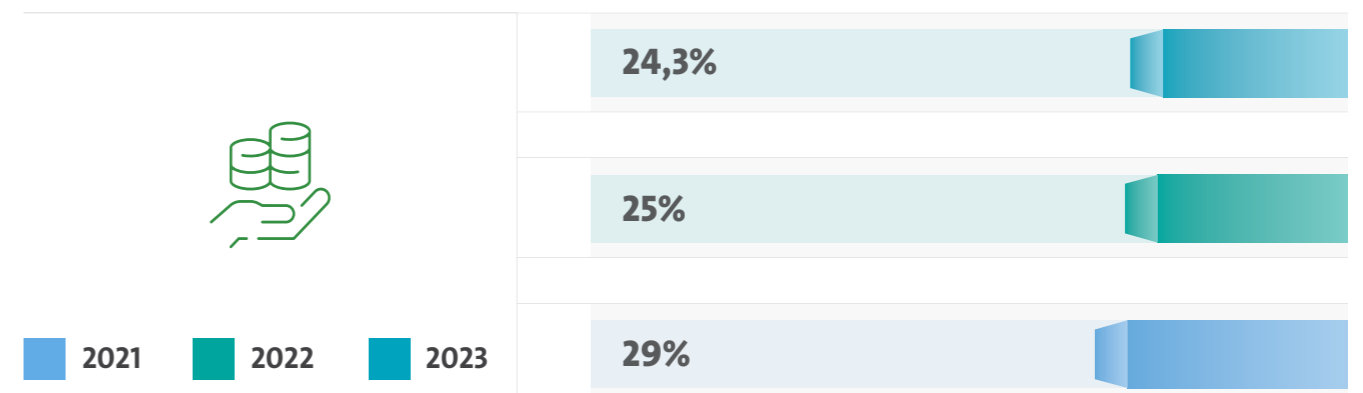
Total des engagements (millions de dollars)



Nombre total des opérations



Taux moyen de l'élément don des prêts aux projets du secteur public





01

Chapitre Premier

Activités et opérations en 2023





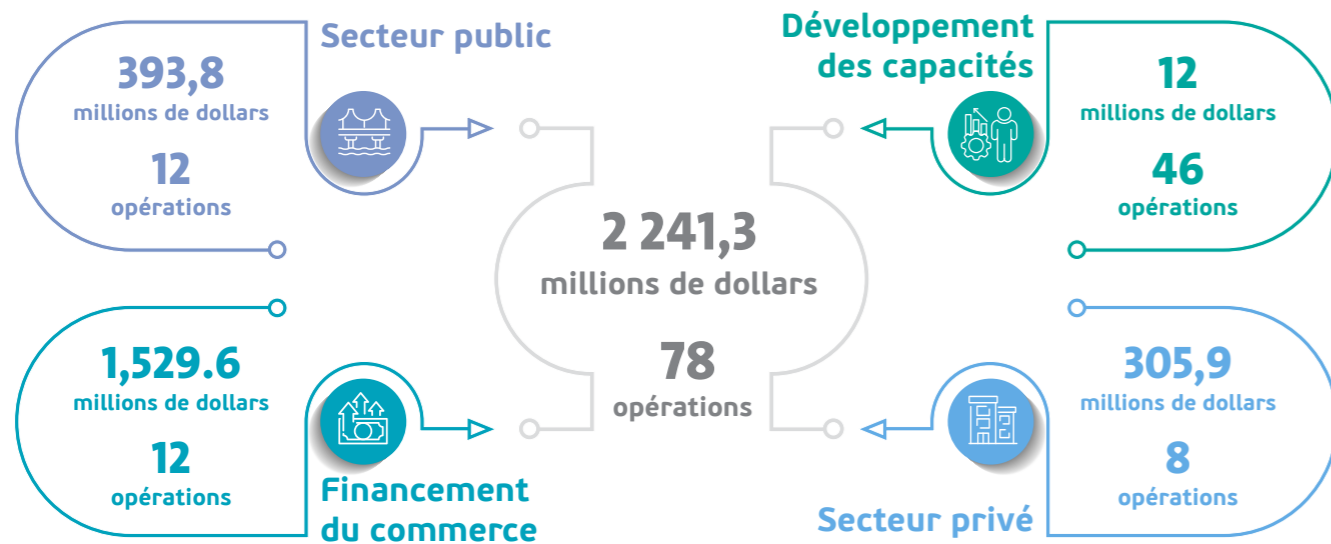
Chapitre Premier

Activités et opérations en 2023

Total des engagements

Le total des engagements de la BADEA au titre de l'année 2023 s'est établi à environ 2 241,3 millions de dollars, affectés au financement de 78 opérations de développement au bénéfice de certains pays et entités régionales africaines, toutes inscrites dans les domaines de concentration de la Stratégie 2030 de la BADEA. Le graphique ci-dessous illustre la répartition de ces engagements selon les principaux guichets de financement de la Banque.

Répartition des engagements selon les guichets de financement



Domaines de concentration de la Stratégie 2030 de la BADEA

Les domaines de concentration de la Stratégie 2030 de la BADEA comprennent des axes principaux, à savoir : l'investissement dans les infrastructures, le développement des chaînes de valeur agricoles, le développement du commerce et du secteur privé, ainsi que la promotion de l'entrepreneuriat et des petites et moyennes entreprises. Ces domaines se recoupent avec le développement des capacités, qui constitue un facteur essentiel et un socle commun entre eux, afin de garantir l'obtention d'un impact de développement durable. L'année 2023 a connu une transformation qualitative des opérations de la Banque, celles-ci se caractérisant par une conception multiaxe et multi-activités, reflétant une approche plus efficace dans l'atteinte des résultats de développement.

Engagements de financement reflétant l'orientation stratégique et soutenant le développement en Afrique ”



1) Investissement dans les infrastructures

La Banque accorde une importance primordiale à ce secteur, qui constitue la pierre angulaire de la réalisation du développement, compte tenu de son rôle majeur dans la stimulation de la croissance économique, le renforcement de la productivité, l'amélioration de la qualité de vie, ainsi que le soutien à la compétitivité et à l'attractivité des économies nationales pour l'investissement. De même, la disponibilité d'infrastructures résilientes et vertes, prenant en compte l'efficacité de l'utilisation des ressources et l'adaptation aux changements climatiques, soutient la dimension environnementale et constitue ainsi une base solide pour la construction d'économies capables de résister à long terme.

Ce domaine a bénéficié d'engagements d'un montant de 323,6 millions de dollars pour le développement des infrastructures des pays bénéficiaires. Cela inclut le financement de projets dans le secteur de l'eau et des barrages au Malawi, au Tchad et à Maurice, de projets dans le secteur des routes et des chemins de fer en Zambie, au Sénégal et à Madagascar, de deux projets dans le secteur de la santé au Mozambique et au Burundi, ainsi que d'un projet dans le secteur de l'éducation au Niger, en plus du financement de la deuxième phase d'un projet intégré de développement rural au Ghana et d'un projet de développement des infrastructures d'une cité de l'innovation au Rwanda.





2) Développement des chaînes de valeur agricoles

Dans le domaine du développement des chaînes de valeur agricoles, qui contribue directement à la lutte contre la pauvreté et à la réalisation de la sécurité alimentaire, la Banque a accordé des engagements d'un montant de 270 millions de dollars. Cette action s'inscrit dans le cadre de ses efforts continus visant à renforcer les moyens de subsistance décents des communautés agricoles, ce qui soutient l'économie locale et approfondit le développement social dans les pays où elle intervient. Les engagements ont couvert des projets en Afrique de l'Est et de l'Ouest, comprenant l'appui aux chaînes de valeur ajoutée du cacao, qui constitue l'une des principales exportations du continent africain et dont dépendent les moyens de subsistance d'un grand nombre de ménages, ainsi que des opérations de financement de l'importation des intrants et équipements de production agricole. La Banque accorde, à cet égard, une attention particulière à l'importation des engrais afin d'assurer l'amélioration de la production agricole.

3) Développement du commerce et du secteur privé

La Banque poursuit ses efforts pour renforcer les capacités du secteur privé en Afrique et lui permettre de faire face aux défis économiques internationaux actuels, tout en augmentant la valeur ajoutée des économies nationales. Les opérations du secteur privé approuvées en 2023 comprennent le soutien à l'innovation et à la transformation numérique dans des secteurs vitaux, ainsi que l'octroi de prêts de crédit à des institutions régionales de financement du développement, à des banques commerciales locales et à des banques nationales de développement, en vue de les rétrocéder aux bénéficiaires du secteur privé, contribuant ainsi, de manière générale, à l'atténuation de la pauvreté et à la création d'emplois. Par ailleurs, les interventions de la Banque ont évolué afin d'élargir l'échange commercial entre les pays arabes et africains, ainsi qu'entre les pays africains, les opérations commerciales approuvées au cours de l'année contribuant à l'importation de produits pétroliers dérivés, d'engrais et d'intrants agricoles en provenance des pays arabes, ainsi qu'au soutien de l'importation et de l'exportation de produits et de biens stratégiques entre les pays africains. Le domaine de concentration stratégique relatif au développement du commerce et du secteur privé a bénéficié de financements d'un montant de 1 165,7 millions de dollars.

4) Promotion de l'entrepreneuriat et des petites et moyennes entreprises

Les petites et moyennes entreprises ainsi que l'entrepreneuriat en Afrique constituent une composante indissociable de la dynamisation des économies locales, en particulier dans les zones rurales, et de la stimulation globale des taux de croissance économique. Ces entreprises jouent un rôle vital et indispensable dans la promotion de l'inclusion financière et le renforcement de la stabilité économique, et figurent parmi les principaux facteurs contribuant à la création d'emplois, y compris en faveur des femmes, des jeunes et d'autres groupes de la société nécessitant une attention particulière. À ce titre, leur autonomisation figure parmi les priorités de la Banque. En 2023, des engagements d'un montant de 470 millions de dollars ont été consentis pour soutenir les petites et moyennes entreprises dans plus de onze (11) pays africains, afin de financer divers secteurs tels que l'agriculture, l'industrie et les services.



5) Développement des capacités

La Banque adopte une approche multiaxe pour contribuer au développement des capacités des pays africains, ce domaine de concentration étant considéré comme déterminant pour atteindre les objectifs de développement dans les autres domaines de la Stratégie 2030. La Banque a accordé un montant total de dons de 12 millions de dollars pour le développement des capacités d'entités gouvernementales et non gouvernementales, d'institutions régionales et d'organisations de la société civile en Afrique subsaharienne. Ces dons ont couvert 46 opérations, comprenant l'élaboration d'études de faisabilité technique et économique pour des projets de développement, ainsi que des opérations d'appui institutionnel. Ces dernières englobent diverses activités, notamment, sans s'y limiter, l'organisation de sessions de formation visant à renforcer les capacités des cadres africains, l'envoi d'experts dans les pays bénéficiaires pour y fournir leurs services, le soutien à l'organisation d'événements destinés à renforcer la coopération arabo-africaine par l'encouragement de l'investissement et des échanges commerciaux, le financement de programmes et d'initiatives dans les domaines de la santé et de l'éducation, ainsi que le financement de projets pilotes.

Engagements par domaine de concentration stratégique



Investissement dans les infrastructures



323,6
millions USD



Développement des chaînes de valeur agricoles



270
millions USD



Promotion de l'entrepreneuriat et des petites et moyennes entreprises



470
millions USD



Développement du commerce et du secteur privé



1 165,7
millions USD



Développement des capacités



12
millions USD



Total des engagements



2 241,3
millions USD



Transformations qualitatives des interventions en 2023

Au cours de l'année 2023, la Banque a coordonné avec des partenaires du développement sa participation à de grands projets à dimension stratégique et prêts à l'exécution. Parmi les plus importants figurent le projet du train express « Dakar – Aéroport international Blaise Diagne » en République du Sénégal, qui joue un rôle majeur dans le soutien au développement urbain de la capitale Dakar, ainsi que le projet de construction du barrage de Rivière des Anguilles en République de Maurice, visant à assurer des approvisionnements durables en eau potable et en eau d'irrigation pour les régions du sud, du sud-ouest et du sud-est du pays. La Banque a contribué au financement de ces deux projets aux côtés d'un groupe de bailleurs arabes et africains, d'institutions internationales et d'institutions multilatérales.

Des projets verts pour un avenir durable



02 Faim zéro 	04 Éducation de qualité 	05 Égalité entre les sexes 	06 Eau propre et assainissement
07 Énergie propre et d'un coût abordable 	11 Villes et communautés durables 	13 Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques 	17 Partenariats pour la réalisation des objectifs

La Banque s'est également intéressée aux opérations visant à faire face aux effets du changement climatique, dans le cadre de son initiative « BADEA verte ». Au cours de l'année, 16 opérations connexes ont été approuvées pour une contribution globale de 191,1 millions de dollars, comprenant 6 opérations dans les secteurs public et privé et 10 opérations de développement des capacités.

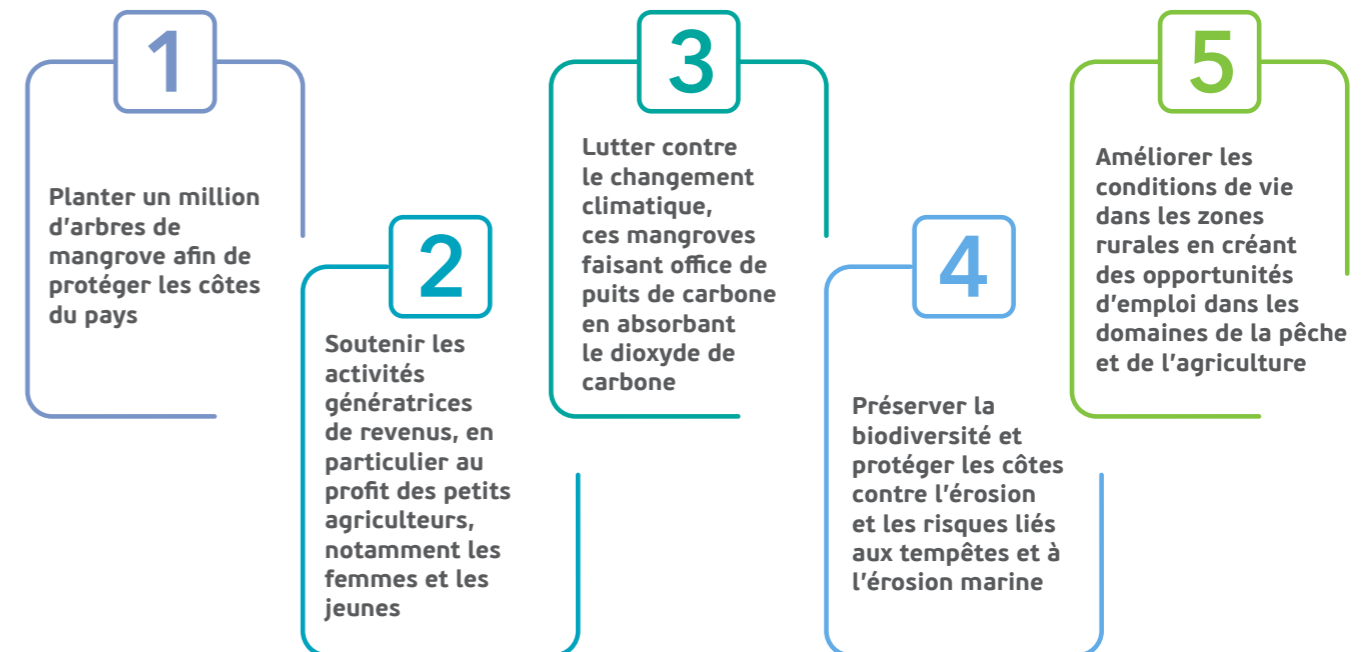


Réhabilitation des mangroves – République de Gambie

Le financement de ce projet a été approuvé sur la base des résultats tangibles d'un précédent projet pilote de petite envergure, qui a réussi à planter 40 000 arbres de mangrove, avec la participation de 17 500 jeunes à ces opérations de plantation, ce qui reflète la prise de conscience de l'importance du couvert végétal dans la protection de l'environnement côtier.



Objectifs du projet





Soutien à l'Alliance pour les infrastructures (vertes ou durables) en Afrique

200 millions de dollars... engagements de financement



L'Alliance pour les infrastructures vertes ou durables en Afrique vise à mobiliser des ressources auprès des institutions financières internationales et régionales, des investisseurs du secteur privé, des institutions de financement du développement, des pays donateurs et des fondations philanthropiques, afin de préparer, concevoir et financer un ensemble de projets d'infrastructures vertes contribuant à :

- réduire les émissions de carbone et renforcer les capacités des pays africains en matière de planification face au changement climatique ;
- opérer une transition vers des stratégies de développement plus durables, de manière juste et équitable.

La Banque a appuyé le rôle de l'Envoyé spécial du Président de la Banque africaine de développement dans l'impulsion des activités de cette Alliance. Cette action a permis d'obtenir un ensemble d'engagements de financement d'un montant de 200 millions de dollars, dont une contribution de 40 millions de dollars de la Banque. Ces engagements ont été annoncés lors de la Conférence sur le climat tenue à Dubaï, aux Émirats arabes unis.

Projet intégré du barrage de Rivière des Anguilles en République de Maurice

Les barrages et l'énergie qu'ils produisent constituent un élément essentiel dans la lutte contre le changement climatique. Ils jouent un rôle vital dans la fourniture d'eau douce et sa distribution efficace, ce qui réduit la pression sur les ressources naturelles en eau et garantit la durabilité de l'approvisionnement hydrique en période de sécheresse. Les barrages contribuent également à la production d'énergie propre, réduisant ainsi les émissions nocives, et renforcent la stabilité environnementale et économique grâce à leur capacité à maîtriser les inondations et à en limiter les pertes. Ils améliorent en outre l'efficacité de l'irrigation et de l'agriculture, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire. En définitive, les barrages et l'énergie qui en est issue participent à la réduction des émissions de carbone et au renforcement de la durabilité environnementale.

Le projet intégré du barrage de Rivière des Anguilles vise à :

- accroître l'accès à l'énergie propre (hydroélectrique) et améliorer la gestion des ressources en eau.

La contribution de la Banque à son financement s'élève à 50 millions de dollars, en plus de 500 000 dollars sous forme de don pour la préparation des études nécessaires.



Approvisionnement en eau de la « ville de Dowa » en République du Malawi

Les projets d'approvisionnement en eau s'inscrivent dans les stratégies de protection de l'environnement, car ils contribuent à préserver l'équilibre écologique, à réduire l'épuisement des ressources naturelles et la pollution de l'eau, favorisant ainsi la biodiversité et la protection de l'environnement pour les générations futures. Ils contribuent également à la réalisation du développement durable pour plusieurs raisons, parmi lesquelles :

- la fourniture d'une eau propre et potable renforce la santé publique et réduit la propagation des maladies, ce qui contribue à l'amélioration du niveau de vie et du bien-être des populations.
- le renforcement de l'approvisionnement en eau soutient l'agriculture et accroît la productivité des terres agricoles, améliorant ainsi la sécurité alimentaire et réduisant la dépendance aux importations alimentaires ;
- la disponibilité de l'eau contribue au soutien de l'industrie et des différentes activités économiques, augmentant les opportunités d'emploi et stimulant la croissance économique.

La contribution de la Banque au financement de ce projet s'élève à 16 millions de dollars.

Aménagement des terres agricoles et adaptation aux changements climatiques dans le bassin inférieur du fleuve Mono en République du Bénin

Les projets d'aménagement des terres agricoles consistent à intensifier les efforts visant à améliorer les terres à des fins agricoles, notamment par l'amélioration des sols, la gestion de l'eau et la mise en place des infrastructures nécessaires. Ces projets visent à :

- s'adapter aux changements climatiques par le développement de techniques agricoles durables et résilientes face aux aléas climatiques, telles que la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'utilisation efficace de l'eau et le renforcement de la biodiversité ;
- contribuer de manière tangible à la lutte contre le changement climatique en améliorant l'efficacité de la production agricole et en participant à la durabilité des systèmes agricoles et environnementaux.

La contribution de la Banque au financement de ce projet s'élève à 50 millions de dollars.





Développement et renforcement des infrastructures éducatives en République du Niger (première phase)

Ce projet vise à renforcer l'égalité d'accès à l'éducation et à améliorer l'environnement scolaire au Niger. Il prévoit l'utilisation de matériaux de construction résistants au climat, les écoles étant actuellement construites en paille, ce qui les expose à des risques climatiques tels que les inondations, les vagues de chaleur et les incendies. Cela contribue à :

- protéger l'environnement et réduire les impacts négatifs sur la nature, ces matériaux se caractérisant par l'utilisation de ressources renouvelables et la réduction de la production de déchets et d'émissions nocives ;
- améliorer la qualité de l'air et de l'eau à l'intérieur des écoles, renforçant ainsi la santé des élèves et des enseignants ;
- assurer une utilisation efficace de l'énergie et des ressources, réduisant les coûts de maintenance ;
- garantir la durabilité financière des écoles à long terme ;
- renforcer la sensibilisation environnementale et sociale des élèves et les encourager à adopter des modes de vie sains et responsables.

La contribution de la Banque au financement du projet s'élève à 50 millions de dollars.



Projet de développement rural intégré en République du Ghana (deuxième phase)

Le développement rural intégré devrait contribuer à la lutte contre le changement climatique en améliorant l'environnement, en réduisant les émissions, en renforçant l'économie verte et la résilience face aux effets du changement climatique dans les zones rurales. Cette approche globale constitue un outil essentiel pour la réalisation du développement durable et la préservation de l'environnement dans les zones rurales.

La contribution de la Banque au projet s'élève à 14,5 millions de dollars.



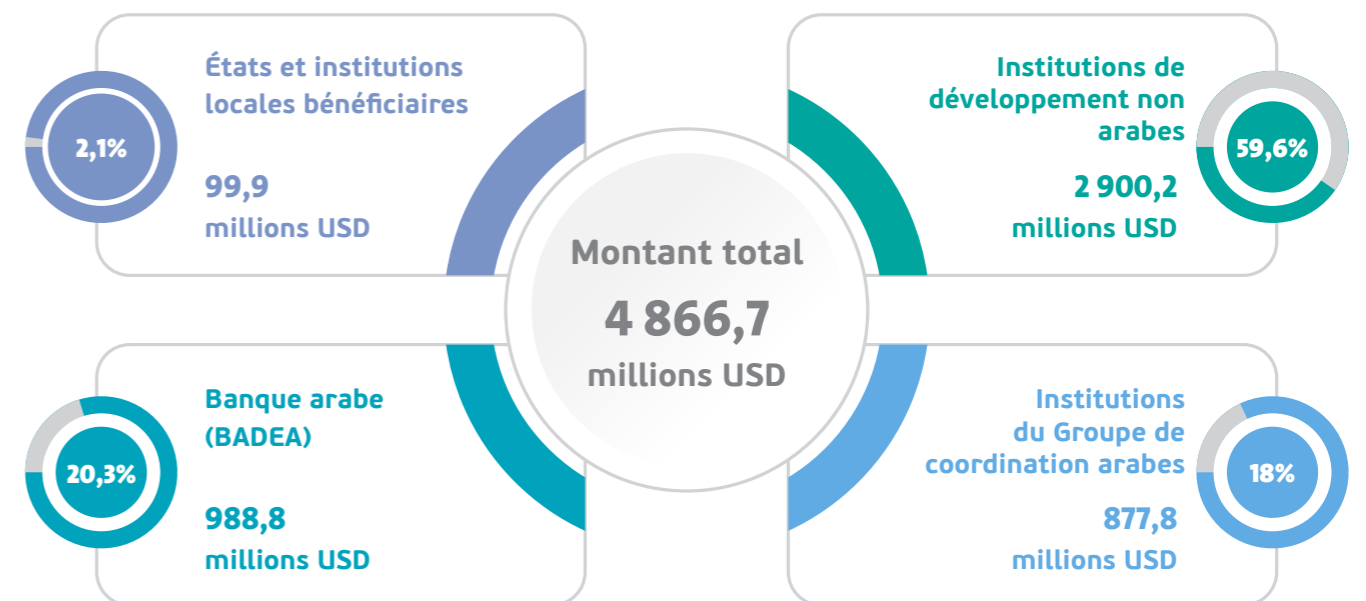
Cofinancement

Mobilisation des ressources pour maximiser l'impact



La BADEA accorde une importance particulière au cofinancement avec les institutions de financement actives dans les pays bénéficiaires, compte tenu de la capacité de cette approche à mobiliser des ressources pour le financement d'opérations à coûts élevés dont les pays ont besoin. En 2023, elle a participé au financement de 12 projets ainsi que de 3 opérations relevant du secteur privé et du commerce, pour un coût total de 4 866,7 millions de dollars, tel que détaillé dans le graphique ci-dessous.

Cofinancement en 2023





Opérations achevées et leur impact sur le développement

Au cours de l'année 2023, l'exécution de 10 opérations relevant des financements du secteur public a été achevée. La Banque y a contribué à hauteur de 101,7 millions de dollars, et neuf (9) pays africains en ont bénéficié pour le renforcement de leurs économies. Ces opérations comprenaient sept (7) projets dans le domaine de l'investissement dans les infrastructures, pour un montant de 76,7 millions de dollars, incluant deux (2) projets dans le secteur routier en République du Rwanda et en République de Guinée, deux (2) projets dans le secteur de l'eau en République du Sénégal et en République de Côte d'Ivoire, un (1) projet dans le secteur de l'énergie en République des Seychelles, un (1) projet dans le secteur de l'éducation en République du Mozambique, et un (1) projet dans le secteur de la santé en République de Sierra Leone.

Un (1) projet dans le domaine du développement des chaînes de valeur agricoles a également été exécuté en République d'Eswatini, pour un financement de 15 millions de dollars, ainsi que deux (2) projets dans le domaine de la promotion de l'entrepreneuriat et des petites et moyennes entreprises en République du Rwanda et en République du Bénin, pour un financement de 10 millions de dollars.

Dans le cadre des financements du secteur privé et du commerce, l'exécution de quatre (4) opérations a été achevée, la contribution de la Banque s'élevant à 275 millions de dollars. Ces opérations comprenaient deux (2) opérations au profit d'institutions locales de développement contribuant au développement du secteur privé en Afrique de l'Est, pour un financement de 25 millions de dollars, ainsi que deux (2) opérations de commerce pour un montant de 250 millions de dollars, destinées au financement de l'importation de produits pétroliers dérivés pour un pays d'Afrique de l'Est, et au financement de l'exportation de cacao d'un pays d'Afrique de l'Ouest.

Ces opérations ont produit les impacts de développement suivants :

Infrastructures



• Longueur des routes (542 km)



• Réduction du coût d'exploitation des véhicules de (45%)



• Eau potable produite (1 300 m³/jour)



• Ligne principale de transport d'eau (111,1 km)



• Réseau de distribution (330 km)



• Raccordements domestiques (14 500)



• Points d'eau publics (40)



• Population bénéficiaire (1 520 000)



Amélioration de l'agriculture et de la sécurité alimentaire



• Superficie irriguée (2 100 hectares)



• Développement du réseau d'irrigation (110 km)



• Augmentation de la productivité de la canne à sucre (110 tonnes/hectare)



• Augmentation de la productivité de la banane (30 tonnes/hectare)



• Augmentation de la productivité du maïs (5 tonnes/hectare)



• Taux d'augmentation des revenus par hectare (100%)



• Total des bénéficiaires directs (1 134)



• Part des femmes parmi les bénéficiaires (45%)



Amélioration de la qualité de vie (santé)



• Bâtiments réalisés (5 280 m²)



• Forages d'eau (8)



• Installations d'énergie solaire (8)



• Population bénéficiaire (315 000)



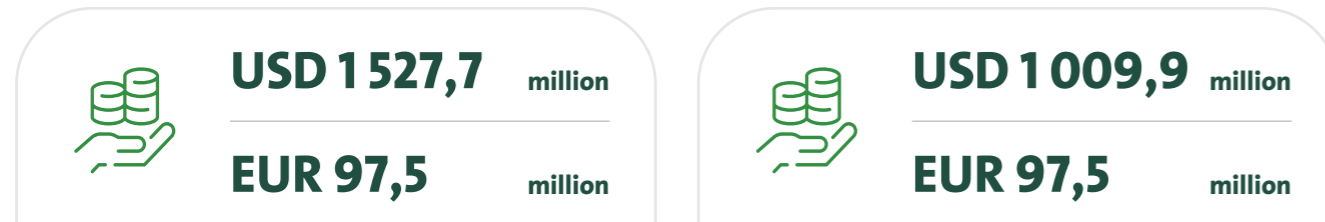


Signature et entrée en vigueur des accords de prêt

En 2023, une activité notable a été enregistrée dans la signature et l'entrée en vigueur des accords de prêt.

34 accords de prêt ont été signés avec 18 pays africains et 11 institutions financières locales et régionales, pour un montant total de :

30 accords de prêt avec 14 pays africains et 13 institutions régionales sont entrées en vigueur, pour un montant total de :



Signature de protocoles d'accord

Dans le but de renforcer les partenariats visant à soutenir le développement durable en Afrique subsaharienne et à consolider les liens de développement entre les institutions actives dans la région, la Banque a signé, au cours de l'année, cinq (5) protocoles d'accord en vue d'établir un cadre général de coordination et d'échange d'expertises techniques, afin de renforcer les capacités et l'efficacité dans la conception et la mise en œuvre des opérations et des projets de développement.

Ces protocoles ont été signés avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, le Programme du Golfe arabe, l'African Risk Capacity, le FIDA et la Banque de développement d'Afrique australe.

Participation aux activités de développement régionaux et internationaux en 2023

Sommet africain sur l'alimentation

La Banque a participé au Sommet africain sur l'alimentation tenu à Dakar, en République du Sénégal, du 25 au 27 janvier 2023, en présence de hautes personnalités, dont plusieurs chefs d'État, ministres et responsables gouvernementaux, ainsi que des dirigeants internationaux et des représentants d'organisations internationales et du secteur privé. La tenue du Sommet vise à mobiliser et à harmoniser les ressources des gouvernements, des partenaires au développement et des financements du secteur privé afin de libérer le potentiel de la production alimentaire en Afrique. Le Sommet a souligné l'importance de renforcer la coopération internationale dans le domaine de l'agriculture durable et de l'alimentation, et d'orienter les ressources financières et techniques vers l'amélioration des capacités agricoles du continent. Il a également insisté sur la protection de la biodiversité et de l'environnement, le soutien au rôle des jeunes et des femmes dans le secteur agricole par l'apport d'un appui et de formations, ainsi que sur la révision des infrastructures agricoles et l'adoption des technologies modernes et de l'innovation afin d'améliorer la productivité et la qualité, et, partant, d'atteindre les objectifs de sécurité alimentaire et de surmonter les défis liés à la faim.



Foire commerciale intra-africaine (IATF)

La Banque contribue de manière continue au parrainage de cette manifestation majeure. Elle a participé à l'édition 2023 organisée en République arabe d'Égypte du 9 au 15 novembre 2023. La Foire vise à promouvoir et à faciliter le commerce entre les pays africains en offrant une plateforme aux entreprises pour présenter leurs produits et services, encourager les échanges intra-africains, stimuler la croissance économique et le développement, et faciliter le dialogue et la coopération entre les entreprises, les décideurs et les parties prenantes. En marge de la Foire, la délégation de la Banque a rencontré des délégations de la Banque d'Égypte, de l'Agence de promotion des investissements de la Namibie, de la CRDB Bank (Tanzanie), de la Banque de Kigali (Rwanda), ainsi qu'une délégation de la République de Sierra Leone, avec lesquelles elle a examiné les dossiers de coopération actuels et futurs.

Conférence mondiale sur le climat (COP28)

La Conférence s'est tenue du 30 novembre au 12 décembre 2023 à Dubaï, aux Émirats arabes unis. Elle a porté sur les effets du changement climatique sur la sécurité alimentaire, l'agriculture et l'eau, ainsi que sur l'importance de combler les écarts en matière de ressources disponibles pour le développement durable dans le contexte du changement climatique, afin d'atteindre les objectifs des ODD à l'horizon 2030. La Banque a participé à la Conférence à travers un pavillon conjoint avec le Programme du Golfe arabe et l'Organisation des Nations Unies. Elle a également pris part à de nombreuses tables rondes et à des dialogues constructifs avec un ensemble d'institutions, notamment le Groupe de coordination, la Banque africaine de développement, la Banque mondiale et des organisations des Nations Unies.

Au cours de la Conférence, il a été annoncé que la Banque apportait un soutien de 40 millions de dollars à l'Alliance pour les infrastructures vertes en Afrique et à la Banque africaine de développement (Africa 50), ainsi que sa contribution, aux côtés du Groupe de coordination arabe, à la mobilisation d'environ 10 milliards de dollars à l'horizon 2030 en faveur de la transition vers l'énergie propre dans les pays ciblés.





02

Chapitre Deuxième

**Renforcement de l'efficacité
institutionnelle pour
accroître l'impact de
développement**



Chapitre Deuxième

Renforcement de l'efficacité institutionnelle pour accroître l'impact de développement

Ce chapitre aborde les principales politiques et mesures opérationnelles adoptées par la Banque au cours de l'année 2023 afin de renforcer l'efficacité institutionnelle et d'améliorer sa capacité à atteindre l'impact de développement escompté de ses interventions dans les pays bénéficiaires. Cette démarche s'inscrit dans le prolongement des réalisations tangibles de la Banque au cours de ses cinquante (50) années d'existence, grâce aux orientations avisées et au soutien constant de Leurs Excellences les Gouverneurs, ainsi que de Leurs Excellences le Président et les membres du Conseil d'administration.

Vers un impact plus profond



1) Événements survenus dans l'État du siège permanent

À la mi-avril 2023, la République du Soudan (État du siège permanent) a été le théâtre d'événements ayant constitué des défis sans précédent pour la Banque. Celle-ci a alors accordé une priorité absolue à la sécurité de ses collaborateurs et de leurs familles. À cet effet, le Comité supérieur d'urgence pour la gestion de la Banque est demeuré en permanence en session et a suivi de près l'évolution de la situation. Une cellule de crise virtuelle a également été mise en place pour la gestion de la crise, sous la présidence du Président de la Banque et avec la participation des directeurs des départements et de certains agents concernés.

Le Comité a adopté un ensemble de mesures urgentes, notamment la prise de contact avec les employés dans leurs lieux de résidence et la sécurisation de leurs conditions de vie et matérielles afin de garantir leur accès aux services essentiels. Il a ensuite été procédé à leur évacuation en toute sécurité, en coordination avec les institutions compétentes de l'État du siège, les organisations des Nations Unies et le Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite, qui n'a ménagé aucun effort pour fournir les moyens de transport, les visas d'entrée sur son territoire, ainsi qu'un accueil généreux aux agents de la Banque dans la ville de Djeddah.

2) Faire face aux défis de la continuité des activités

A) Mise en place d'un siège temporaire de la Banque

En raison de sa localisation sensible au cœur de Khartoum, il est devenu impossible pour la Banque de poursuivre ses activités à partir de son siège permanent. Lors de la réunion annuelle du Conseil des Gouverneurs, tenue le 29 avril 2023 à Rabat, le Royaume d'Arabie saoudite a présenté une généreuse invitation pour accueillir un siège temporaire de la Banque dans la capitale Riyad. Cette initiative bienveillante a été accueillie avec une grande satisfaction et approbation par les décideurs. Le nouveau siège a effectivement été réceptionné et les travaux d'aménagement ont été engagés afin d'assurer un environnement de travail approprié et stable, garantissant le renforcement de l'efficacité institutionnelle et du niveau de performance.



B) Élaboration de plans pour la poursuite des activités

La Banque a procédé à une réorganisation de ses priorités et à la mise en œuvre de plans rigoureux visant à assurer la continuité de ses activités sans en affecter la qualité. Ces mesures ont notamment inclus l'activation des procédures de travail à distance, avec la mise à disposition des moyens nécessaires, ainsi que l'accélération de la mise en œuvre du projet de transformation numérique par l'activation de systèmes en nuage garantissant l'accès aux applications opérationnelles de la Banque depuis tout lieu. Par ailleurs, un travail de proximité avec les pays bénéficiaires a été engagé, à travers la coordination avec les institutions de développement partenaires dans les pays africains afin d'accueillir un certain nombre de collaborateurs au sein de leurs structures.

C) Dispositions à moyen et long termes

Des dispositions à moyen et long terme ont été mises en place afin de garantir l'efficacité de la conduite des activités. Celles-ci comprennent l'achèvement du programme de transformation numérique, y compris la migration de la Banque vers la plateforme SAP, le renforcement de la capacité de résilience numérique face aux chocs (digital resilience), ainsi que l'identification et la capitalisation des enseignements tirés de l'expérience de gestion de cette crise par la Banque, en vue de leur intégration dans le plan de continuité des activités et de gestion des situations d'urgence.

3) Notation de crédit

Un financement digne de confiance



Au mois d'août 2023, la Banque a obtenu sa première notation de crédit à long terme « AAA », assortie d'une perspective stable, de la part de l'agence japonaise de notation de crédit. La même année, la notation actuelle de la Banque (Aa2/AA) a été confirmée par deux des principales agences de notation internationales, à savoir Moody's et Standard & Poor's, cette dernière ayant révisé la perspective de la Banque de stable à positive.

Ces notations de crédit élevées reflètent la solidité de l'adéquation des fonds propres de la Banque, le soutien exceptionnel dont elle bénéficie de la part de ses actionnaires, la bonne performance de ses actifs avec un faible niveau de prêts non performants, une gestion financière prudente, une gestion rigoureuse des risques, ainsi que des réserves de liquidité très élevées. Ces atouts fondamentaux sont renforcés par le rôle unique que joue la Banque dans la promotion de la coopération arabo-africaine.



4) Certifications de qualité

La qualité, gage de crédibilité



Dans le cadre de l'attention que la Banque accorde à la responsabilité sociale et de ses efforts soutenus visant à réduire les impacts négatifs sur l'environnement et la société pouvant résulter de ses activités internes et des projets de développement qu'elle finance, toutes les étapes de l'audit annuel relatives au respect de la responsabilité sociale et de la gouvernance institutionnelle ont été menées à bien avec succès. La Banque a obtenu la certification ISO 37000 (gouvernance institutionnelle) et la certification ISO 26000 (responsabilité sociale) pour ses activités en 2023, conformément aux normes internationales. Elle a également obtenu la certification ISO 20000-1 (services des technologies de l'information), norme internationale reconnue comme une meilleure pratique, ainsi que la certification ISO/IEC 27001 (gestion de la sécurité de l'information), considérée comme l'une des meilleures pratiques mondiales en matière de protection de la propriété intellectuelle et de l'information.

La série de normes ISO 27000 constitue un facteur important pour instaurer et préserver la confiance dans notre monde numérique en constante évolution ; à ce titre, ces normes ont été mises à jour. La certification ISO 9001 a également été renouvelée, ce qui classe la Banque parmi les institutions respectant les normes internationales de qualité les plus élevées et cherchant à gagner la confiance des clients et des partenaires quant à sa capacité à fournir des services de haute qualité.

5) Renforcement de la gouvernance institutionnelle

A) Création d'un comité des politiques

Un comité a été créé pour coordonner et développer les politiques régissant les stratégies et les opérations de la Banque. Ce comité est présidé par le Président de la BADEA et comprend des membres issus de différents départements. Il examine périodiquement les questions relatives aux opérations ainsi qu'aux politiques financières et administratives, et évalue toute modification susceptible d'intervenir dans les dispositions des accords, des politiques, des lignes directrices et des procédures en vigueur nécessitant l'approbation de la Direction ou des Conseils d'administration et des gouverneurs. En outre, le comité fait office de organe de révision pour l'ensemble des documents de politiques et de stratégie soumis à l'examen et à l'approbation des instances compétentes.

B) Gestion des risques

Une gestion saine des risques constitue le fondement de l'action de toute institution de développement solide. À ce titre, la Banque adopte une approche globale et intégrée de la gestion des risques, fondée sur une évaluation proactive de ceux-ci afin d'assurer la mise en œuvre de stratégies efficaces permettant d'en atténuer les effets au maximum et d'éviter tout ce qui pourrait porter atteinte à sa réputation. Dans l'exercice de ses missions, la Banque peut être exposée à différents types de risques, notamment les risques de crédit, de marché, de liquidité et opérationnels. En 2023, la Banque a poursuivi son action dans le cadre d'un dispositif rigoureux de gestion des risques comprenant l'adéquation des fonds propres, un cadre de gestion des limites d'exposition, un cadre de gestion actif-passif, ainsi qu'un cadre de gestion des risques opérationnels. Le Conseil d'administration supervise la gestion des risques par l'intermédiaire de son Comité des risques, chargé d'approuver les stratégies, politiques et orientations y afférentes, et d'assurer un suivi étroit de la mise en œuvre des activités conformément aux principes de gouvernance des risques. Au cours de l'année, les progrès



se sont poursuivis dans la mise en œuvre du projet de gestion des risques opérationnels à l'échelle de la Banque, à travers leur automatisation, appuyée par des analyses avancées des risques et des données financières.

C) Audit interne

La Banque a accordé une attention particulière au renforcement des capacités du Bureau de l'audit interne, qui constitue la troisième ligne de défense dans le cadre de la gestion des risques, à travers la formation continue des équipes en 2023 et l'échange d'expériences avec des institutions de développement similaires. Le Bureau est chargé d'informer le Conseil d'administration, par l'intermédiaire du Comité d'audit, au moyen de rapports périodiques détaillés sur l'efficacité et l'efficience de la gouvernance institutionnelle, de la gestion des risques et du système de contrôle interne, mais aussi d'attester la fiabilité des rapports financiers trimestriels qui lui sont soumis. Conformément aux orientations du Comité d'audit, le Bureau de l'audit interne a élaboré, en coordination avec la Direction exécutive, un plan annuel d'audit fondé sur l'évaluation des risques réels et potentiels. Le Comité a également assuré le suivi du plan et du rapport de l'auditeur externe pour l'exercice 2023, et veillé à la solidité de la planification des indicateurs de performance administrative de la Banque par le biais des travaux d'audit et de la recommandation au Conseil d'approuver le budget administratif. Au cours de l'année, le Bureau de l'audit interne a émis quatorze (14) rapports soumis au Comité d'audit afin d'émettre les recommandations nécessaires. Il convient de noter qu'en 2023, le nouvel organigramme a été adopté, en vertu duquel le Bureau de l'audit interne a été transformé en Direction de l'audit interne et de l'évaluation ex post.

6) Renforcement des mécanismes de suivi de la mise en œuvre et d'évaluation des projets

Mesure de l'impact de développement



A) Évaluation ex post

La Banque reconnaît que l'évaluation ex post est essentielle à une bonne gouvernance. Elle s'attache donc à examiner ses opérations afin d'en évaluer l'efficacité et de tirer les enseignements des expériences passées en vue d'améliorer et de développer les politiques, stratégies, programmes et projets futurs. En 2023, l'accent a été mis sur les résultats et les produits de l'évaluation ex post, conformément aux meilleures pratiques en matière de développement économique et humain. Des évaluations ex post ont ainsi été réalisées pour un certain nombre de projets dans les secteurs de l'eau, des routes et du transport aérien, mis en œuvre au cours des cinq dernières années dans plusieurs pays bénéficiaires. Les rapports ont mis en évidence l'impact de développement tangible de ces projets, documenté à travers des visites de terrain et des réunions avec les parties prenantes et les bénéficiaires. Sur la base des conclusions de ces rapports et de l'application des enseignements tirés, la Direction de la Banque a engagé la mise en œuvre de plusieurs mesures, notamment l'intégration de l'audit financier comme élément fondamental du plan de financement de tous les projets, ainsi que le renforcement des missions de supervision des projets en cours d'exécution afin de réduire les retards de mise en œuvre.



03

Chapitre Troisième

Performance financière au 31 décembre 2023





Chapitre Troisième

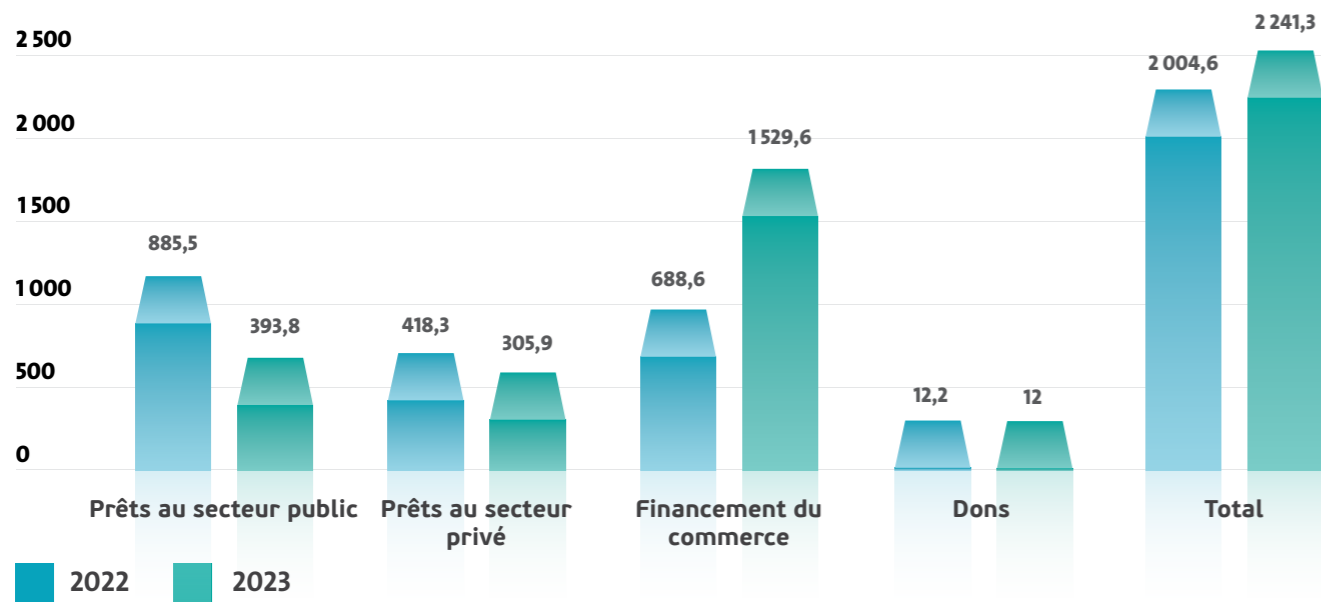
Performance financière au 31 décembre 2023

Total des engagements financiers

Le total des engagements financiers de la Banque en faveur des pays bénéficiaires de son assistance a atteint, au cours de l'année 2023, un montant de 2 241,3 millions de dollars, dont 393,8 millions de dollars ont été alloués aux prêts au secteur public, 305,9 millions de dollars aux prêts au secteur privé, 1 529,6 millions de dollars au financement du commerce et 12 millions de dollars aux dons. Ce montant est à comparer à un total des engagements en 2022 de 2 004,6 millions de dollars, dont 885,5 millions de dollars ont été consacrés aux prêts au secteur public, 418,3 millions de dollars aux prêts au secteur privé, 688,6 millions de dollars au financement du commerce et 12,2 millions de dollars aux dons.

Il convient de noter que le cumul des engagements de la Banque depuis le début de ses activités de financement en 1975 et jusqu'à la fin de l'année 2023 s'est élevé à 13 073 millions de dollars.

Répartition des engagements de prêts et de dons au cours de l'année 2023, comparée à l'année 2022 (en millions de dollars)

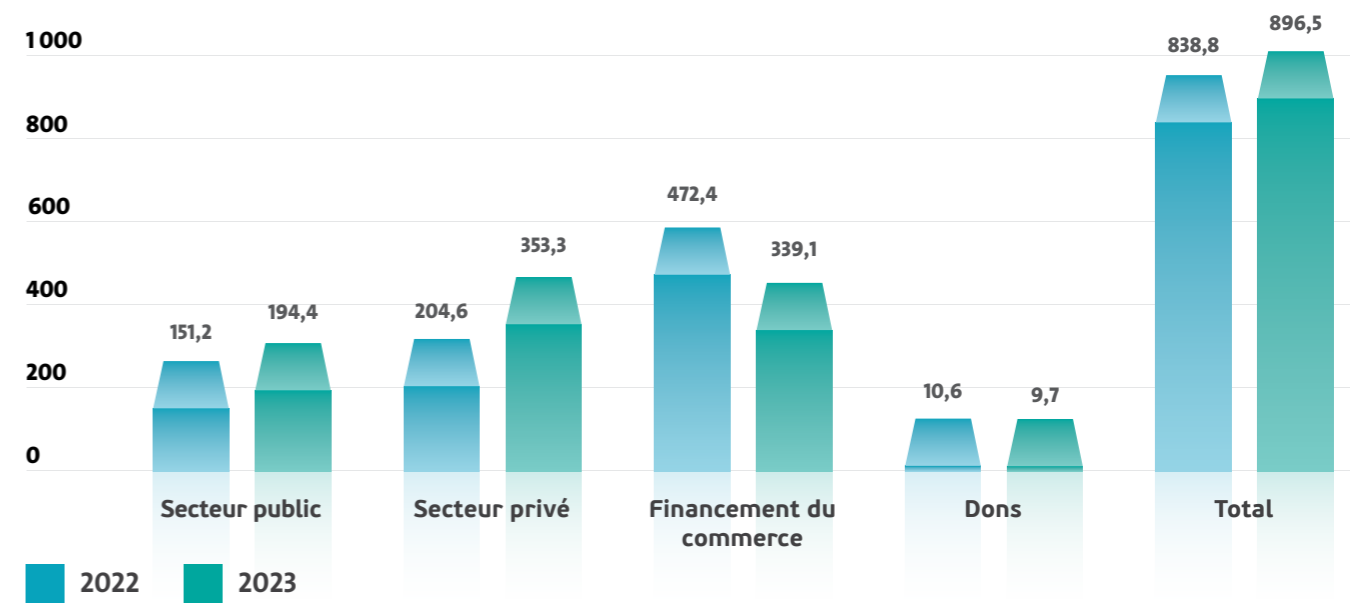


Décaissements et recouvrements

Le total des décaissements au titre des prêts au secteur public a atteint 194,4 millions de dollars en 2023, contre 151,2 millions de dollars en 2022, soit une augmentation de 43,2 millions de dollars représentant un taux de 28,6%. Les décaissements au titre des prêts au secteur privé se sont élevés à 353,3 millions de dollars en 2023, contre 204,6 millions de dollars en 2022, soit une hausse de 148,7 millions de dollars représentant un taux de 72,7%. En ce qui concerne les décaissements au titre des lignes de financement du commerce, ils se sont établis à 339,1 millions de dollars en 2023, contre 472,4 millions de dollars en 2022, soit une baisse de 133,3 millions de dollars représentant environ 28,2%. Les décaissements au titre des dons ont atteint 9,7 millions de dollars en 2023, contre 10,6 millions de dollars en 2022, soit une diminution de 0,9 million de dollars représentant environ 9%. Ainsi, le total des montants décaissés au titre des prêts aux secteurs public et privé, des lignes de financement du commerce et des dons s'est élevé en 2023 à 896,5 millions de dollars, contre 838,8 millions de dollars en 2022, soit une augmentation de 57,7 millions de dollars représentant environ 6,9%.



Situation des décaissements des prêts et des dons en 2023, comparée à 2022 (en millions de dollars)



Le total cumulé des décaissements au titre des prêts des secteurs public et privé ainsi que des lignes de financement du commerce a atteint, à la fin de l'année 2023, 6 089,05 millions de dollars, contre 5 168,03 millions de dollars à la fin de l'année 2022. En y ajoutant les dons, le total cumulé des décaissements s'est établi à 6 255,55¹ millions de dollars à la fin de l'année 2023, contre 5 324,83² millions de dollars à la fin de l'année 2022. Ainsi, le ratio du total cumulé des décaissements au total net cumulé des engagements a atteint environ 56 % à la fin de l'année 2023 (un niveau pratiquement identique à celui enregistré à la fin de l'année 2022).

S'agissant des recouvrements, le total des échéances des prêts du secteur public remboursées au cours de l'année 2023 s'est élevé à 73,7 millions de dollars, contre 70,6 millions de dollars en 2022, soit une augmentation de 3,1 millions de dollars représentant un taux de 4,4%. En revanche, le total des montants encaissés au titre des intérêts des prêts du secteur public a atteint 20,1 millions de dollars en 2023, contre 20,5 millions de dollars en 2022, soit une baisse de 0,4 million de dollars représentant environ 1,8%.

Pour le secteur privé, les échéances de prêts remboursées se sont élevées à 56,1 millions de dollars en 2023, contre 15,7 millions de dollars en 2022, soit une augmentation de 40,4 millions de dollars représentant un taux de 257,2%. Le total des montants encaissés au titre des intérêts et commissions des prêts du secteur privé a, quant à lui, atteint 31,9 millions de dollars en 2023, contre 8 millions de dollars en 2022, soit une hausse de 23,9 millions de dollars représentant un taux de 298,6%. Concernant les lignes de financement du commerce, le total des montants remboursés au titre du principal s'est établi à 368,8 millions de dollars en 2023, contre 390,1 millions de dollars en 2022, soit une diminution de 21,3 millions de dollars représentant environ 5,4%. Par ailleurs, le total des montants encaissés au titre des intérêts et commissions a atteint 25,7 millions de dollars en 2023, contre 15,2 millions de dollars en 2022, soit une augmentation de 10,5 millions de dollars représentant environ 68,8%.

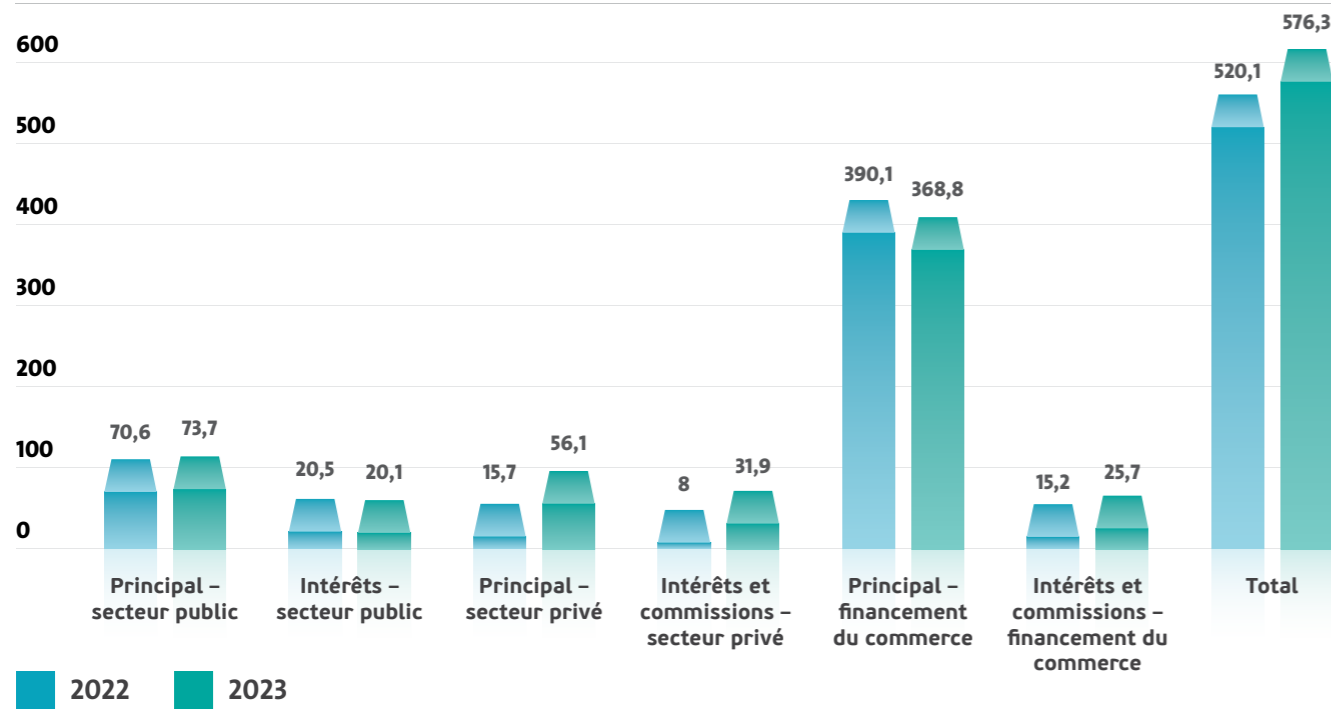
Ainsi, le total des montants encaissés au titre du principal, des intérêts et des commissions des prêts aux secteurs public et privé ainsi que des lignes de financement du commerce a atteint, au cours de l'année 2023, 576,3 millions de dollars, contre 520,1 millions de dollars en 2022, soit une augmentation de 56,2 millions de dollars, représentant un taux de 10,8 %.

¹ Les décaissements incluent les dons déduits des revenus, qui se sont élevés à 166,5 millions de dollars à la fin de 2023.

² Les décaissements incluent les dons déduits des revenus, qui s'élevaient à environ 156,8 millions de dollars à la fin de 2022.



Situation des recouvrements en 2023 comparée à 2022 (en millions de dollars)



Le total cumulé des montants recouverts par la Banque au titre des échéances du principal des prêts et des lignes de financement du commerce a atteint, à la fin de l'année 2023, un montant de 2 942,4 millions de dollars, contre 2 416,1 millions de dollars à la fin de l'année 2022.

Par ailleurs, le total cumulé des intérêts et commissions encaissés s'est établi, à la fin de l'année 2023, à 806,2 millions de dollars, contre 728,5 millions de dollars à la fin de l'année 2022.

Amélioration notable des décaissements et des recouvrements en 2023 par rapport à 2022 dans les différents secteurs de financement ”



Engagements annuels de la Banque sur la période 1975 – 2023

Année	Engagements	Année	Engagements
1974	-	1999	119,5
1975	85,5	2000	124,0
1976	62,0	2001	129,2
1977	66,3	2002	134,4
1978	72,9	2003	140,0
1979	49,1	2004	145,0
1980	72,0	2005	159,9
1981	76,0	2006	169,9
1982	90,0	2007	179,6
1983	83,9	2008	190,0
1984	88,0	2009	200,0
1985	73,8	2010	200,0
1986	58,6	2011	200,0
1987	71,4	2012	200,0
1988	66,7	2013	200,0
1989	72,0	2014	200,0
1990	73,7	2015	410,0
1991	74,2	2016	506,0
1992	73,7	2017	529,6
1993	74,7	2018	565,0
1994	74,3	2019	599,2
1995	79,9	2020	870,2
1996	89,9	2021	816,9
1997	99,8	2022	2 004,6
1998	109,9	2023	2 241,3
Total 13 073 millions de dollars			



Rapport financier de la Banque au 31 décembre 2023

Situation financière	31/12/2023 (M\$)	31/12/2022 (M\$)	Écart (M\$)
Investissements nets	2 266,032	2 260,621	5,411
Soldes nets des prêts	2 781,506	2 396,051	385,455
Financement du commerce net	437,942	467,053	29,111
Total des actifs	5 968,480	5 422,436	546,044
Dépôts auprès d'une autre institution financière	110,465	0,000	110,465
Emprunts auprès d'une autre institution financière	149,128	0,000	149,128
Total des passifs	368,218	114,192	254,026
Total des droits des pays membres	5 600,262	5 308,244	292,018
Résultat net (pertes)	292,018	(187,916)	479,934

Revenus et dépenses	(01/01/-31/12/2023) (M\$)	(01/01/-31/12/2022) (M\$)	Écart (M\$)
Produits (pertes) des investissements			
Intérêts des dépôts auprès des banques et des comptes à vue	8,605	2,437	6,168
Intérêts des placements à court terme	0,000	0,095	(0,095)
Portefeuilles à revenu fixe – rendement relatif	55,498	(125,826)	181,324
Portefeuilles à revenu fixe – rendement absolu	20,893	(22,609)	43,502
Portefeuilles à revenu fixe – marchés émergents	14,646	(27,415)	42,061
Portefeuilles d'actions	138,036	(113,074)	251,110
Financement du commerce mondial – gestion externalisée	4,089	1,051	3,038
Sukuk	8,304	13,697	(5,393)
Prêt de titres	0,147	0,091	0,056
Dividendes d'institutions financières	3,573	2,356	1,217
Total	253,791	(269,197)	522,988



Revenus et dépenses	(01/01/-31/12/2023) (M\$)	(01/01/-31/12/2022) (M\$)	Écart (M\$)
Produits des prêts			
Secteur public	19,286	64,335	(45,049)
Secteur privé	41,169	18,972	22,197
Total	60,455	83,307	(22,852)
Produits du financement du commerce	29,828	21,899	7,929
Gains de change, réévaluation des dérivés et autres	2,168	3,640	(1,472)
Charges d'intérêts sur dépôts et emprunts	(4,529)	0,000	(4,529)
Total des produits (pertes)	341,713	(160,351)	502,064
Charges administratives totales	26,867	25,183	1,684
Dépenses de transfert du siège et soutien matériel au personnel	4,031	0,000	4,031
Autres charges	0,016	0,016	0,000
Amortissement des immobilisations	0,757	0,752	0,005
Total des charges	31,671	25,949	5,722
Dons décaissés aux pays bénéficiaires	9,654	10,586	(0,932)
Résultat net (pertes) avant provisions	300,388	(196,886)	497,274
Provision pour dépréciation des actifs	(8,109)	0,000	(8,109)
Provision pour prêts	(0,261)	8,971	(9,232)
Résultat net (pertes)	292,018	(187,916)	479,934



04

Chapitre Quatrième

Détail des opérations approuvées en 2023



Chapitre Quatrième

Détail des opérations approuvées en 2023

1) Projets du secteur public (en millions de dollars)

Pays / Région	Intitulé du projet	Coût total	Prêt de la BADEA	Co-financeurs	Objectifs
Malawi	Alimentation en eau de la ville de Dawa	32,19	16	Fonds de l'OPEP, Gouvernement	Accroître l'accès aux approvisionnements en eau potable et améliorer leur couverture, répondre aux normes requises de qualité de l'eau, et améliorer les services d'assainissement à l'hôpital « Dawa », au camp de réfugiés de « Dzalika » ainsi que dans certaines écoles.
Burundi	Réhabilitation et extension du centre hospitalier universitaire « Bamenda » (Hôpital du Roi Khaled).	88,5	34	Fonds saoudien, Gouvernement	Soutenir la politique du gouvernement visant à élargir la couverture des services médicaux en réduisant de 16 % la mortalité maternelle et néonatale, en assurant des soins de santé à plus de 60 000 patients par an, et en formant plus de 100 membres du personnel médical à l'utilisation des équipements médicaux modernes qui seront fournis dans le cadre du projet.
Ghana	Développement rural intégré – Phase 2	41	14,5	Fonds de l'OPEP, Gouvernement	Soutenir la politique du gouvernement en matière de développement économique et social en renforçant l'accès aux services sociaux de base, par l'augmentation du taux de couverture des services de santé, l'amélioration des taux d'achèvement du cycle de l'enseignement primaire et du taux d'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement. Le projet vise également à appuyer l'accès au micro financement afin de développer les capacités de production et de commercialisation des petits producteurs et investisseurs.
Niger	Développement des infrastructures scolaires et renforcement de l'équité et de la qualité de l'environnement scolaire (première phase).	138,5	50	BID, Fonds de l'OPEP, AGFUND, Gouvernement	Améliorer les conditions et la qualité de l'éducation en assurant l'hébergement des filles rurales pour leur permettre de poursuivre leur scolarité, et en construisant des salles de classe conformes aux normes modernes ainsi que des infrastructures administratives et sanitaires sûres pour les établissements d'enseignement.
Maurice	Le projet intégré du barrage de la « Rivière des Anguilles ».	197,5	50,5	Fonds saoudien, Fonds d'Abou Dhabi, Gouvernement	Assurer un approvisionnement durable en eau potable et en eau d'irrigation aux régions du sud, du sud-ouest et du sud-est du pays, afin de répondre à la demande croissante en eau résultant de la croissance des secteurs économiques, contribuant ainsi à l'amélioration du niveau de vie des populations dans les zones du projet.
Bénin	Aménagement des terres agricoles et adaptation aux changements climatiques dans le bassin inférieur du fleuve « Mono ».	58	50	Gouvernement	Développer les chaînes de valeur agricoles prioritaires dans la zone du projet, améliorer durablement la productivité du riz, du maïs, des légumes et du poisson, accroître les revenus des agriculteurs et créer des opportunités d'emploi, tout en renforçant la capacité d'adaptation aux changements climatiques.





Suite – Projets du secteur public (en millions de dollars)

Pays / Région	Intitulé du projet	Coût total	Prêt de la BADEA	Co-financeurs	Objectifs
Madagascar	Aménagement de l'échangeur supérieur « Maki » à l'intersection de la route « Francophonie » et de l'avenue « Europe ».	31,5	28	Gouvernement	Faciliter l'entrée et la sortie du centre de la capitale, en particulier aux heures de pointe, grâce à l'amélioration de la fluidité de la circulation, à la modernisation de la structure du réseau routier de la capitale, ainsi qu'à l'amélioration de la traversée du fleuve « Éikoba », actuellement assurée par des pirogues à rames.
Tchad	Alimentation en eau potable de la ville d'« Abéché » (prêt additionnel).	7	6,3	Gouvernement	Un prêt additionnel d'un montant de 6,3 millions de dollars, en complément du montant approuvé en 2018 (15 millions de dollars), destiné à la mise en œuvre du projet de sécurisation de l'approvisionnement des populations en eau potable, à l'amélioration de l'efficacité du système existant de distribution de l'eau, à l'extension du réseau, ainsi qu'au renforcement des capacités de la Société tchadienne des eaux, en partenariat avec le Fonds saoudien.
Burkina Faso	Un prêt de crédit au profit du Fonds national de la finance inclusive.	25	25	—	Renforcer la protection sociale et la résilience des ménages vulnérables, ainsi que leur intégration dans la vie économique, à travers le développement de services financiers accessibles pour soutenir l'économie locale, et la mise en place de mécanismes en faveur des bénéficiaires garantissant la viabilité financière des institutions de financement décentralisé.
Sénégal	Le Train express régional « Dakar » – Aéroport international « Blaise Diagne » Phase 2 : « Diamniadio » – Aéroport international.	422	50	BOAD, BID, BAI, Gouvernement français, Gouvernement	Améliorer les conditions de mobilité entre Dakar et les nouveaux pôles urbains et économiques en rehaussant le niveau de service de la ligne ferroviaire, stimuler les activités économiques et créer des opportunités d'emploi pour les jeunes et les femmes, ainsi que soutenir les groupements féminins. Le projet contribue également à renforcer l'attractivité de l'aéroport international (AIBD) en assurant un service de transport moderne entre l'aéroport et la capitale au bénéfice des passagers aériens et des employés de l'aéroport.
Mozambique	Projet de construction et d'équipement de deux hôpitaux dans les districts de « Mecanhelas » et de « Ngaúma ».	21,4	20	Gouvernement	Assurer et améliorer la fourniture des services médicaux dans les districts de « Mecanhelas » et « Ngaúma » de la province de « Niassa », générer des retombées économiques et sociales au bénéfice des patients et du personnel, ainsi que des secteurs de la santé et des affaires, et soutenir la réalisation de la couverture sanitaire universelle par le renforcement de l'adéquation des infrastructures de santé et des services logistiques dans les deux hôpitaux.
Zambie	Construction de la route « Kalabo–Sikongo » – frontière angolaise (tronçon : « Kalabo–Sikongo »)	55	50	Gouvernement	Relier la province située dans la partie occidentale du pays aux autres provinces ainsi qu'à la capitale « Lusaka », mettre fin à l'isolement de cette région actuellement difficile d'accès, en particulier durant la saison des pluies et des inondations, dynamiser les échanges de transport locaux et régionaux entre la Zambie et l'Angola, et améliorer la sécurité routière par la construction d'une route répondant à des normes techniques adéquates.



2) Opérations du secteur privé

Pays / Région	Intitulé de l'opération	Prêt de la BADEA	Objectifs
Régional	Prêt de crédit au profit d'une banque régionale de développement	100 millions USD	<ul style="list-style-type: none"> - Permettre à la Banque de soutenir ses clients et de mettre en œuvre sa stratégie, de renforcer ses interventions dans les pays bénéficiaires afin de réduire les disparités économiques et sociales de revenus, de créer des opportunités d'éducation et de développer les services de santé, tout en soutenant les efforts liés au changement climatique, à l'insécurité alimentaire et aux crises sécuritaires. - Les pays de la région font face à un déficit en infrastructures de transport et d'électricité ainsi qu'à une pénurie de logements, notamment sociaux, nécessitant une prise en charge urgente. L'opération met également l'accent sur la digitalisation des services et des processus de production, et sur le renforcement des chaînes de valeur régionales via le soutien aux PME à valeur ajoutée.
Gabon	Prêt de crédit au profit d'une banque commerciale	5 millions EUR	Soutenir les activités de prêt de la banque, financer des projets et créer de nouvelles opportunités d'emploi, notamment pour les jeunes, contribuant ainsi aux efforts de développement économique du Gabon par le financement des petites et moyennes entreprises.
Cameroun	Prêt de crédit au profit d'une banque commerciale	5 millions EUR	Soutenir les activités de prêt de la banque afin de créer de nouveaux projets et emplois, améliorer la situation socio-économique de la population et renforcer le rôle du secteur privé dans le développement économique et social, compte tenu de son rôle clé dans l'animation des secteurs productifs et de services, la fourniture de biens et services et le soutien aux recettes fiscales de l'État.
Rwanda	Prêt de crédit au profit d'un bâtiment « intelligent » au sein de la Kigali Innovation City	4,76 millions USD	La première phase du projet permettra de fournir des espaces de bureaux adaptés à environ 20 start-ups actives dans la transformation numérique et le développement des compétences d'innovation chez les jeunes. L'opération contribue à une phase clé du projet national qui, à terme, devrait générer plus de 50 000 emplois directs et indirects durant les phases de construction et d'exploitation, et former plus de 2 600 étudiants par an de différentes nationalités dans les domaines de l'innovation et de l'entrepreneuriat.
Botswana	Prêt de crédit au profit d'une institution financière	10 millions USD	<ul style="list-style-type: none"> -Permettre à l'institution de continuer à soutenir ses clients du secteur privé, notamment ceux actifs dans l'agriculture. La ligne de financement s'inscrit dans l'orientation stratégique de la BADEA en faveur des chaînes alimentaires et de l'autosuffisance par le soutien aux petits agriculteurs et aux PME agricoles. Le prêt devrait contribuer au développement de la culture du blé et des céréales. -Soutenir l'institution pour faire face à demande croissante pour des pratiques d'agriculture intelligente basées sur la technologie, afin de produire des cultures à forte valeur ajoutée, et améliorer l'accès au financement climatique pour faire face plus efficacement aux défis du changement climatique.



Suite –Opérations du secteur privé

Pays / Région	Intitulé de l'opération	Prêt de la BADEA	Objectifs
Régional	Prêt de crédit au profit d'une institution de financement du développement	100 millions USD	<ul style="list-style-type: none"> - Permettre à l'institution de continuer à soutenir ses clients issus des entreprises et institutions du secteur privé, en particulier les clients opérant dans le secteur agricole. La ligne de financement est conforme à l'orientation stratégique de la BADEA en matière de soutien aux chaînes alimentaires et de réalisation de l'autosuffisance, à travers l'encouragement de l'agriculture des petits exploitants et des petites et moyennes entreprises agricoles. Il est attendu que le prêt contribue au développement de la culture du blé et des céréales. - Soutenir l'institution pour faire face à la demande croissante en matière de méthodes d'agriculture intelligente, en vue de la production de cultures à forte valeur ajoutée. L'institution s'emploie à traiter plus efficacement les défis liés au changement climatique, en améliorant l'accès au financement climatique afin de stimuler la croissance des activités commerciales et leur impact
Bénin	Prêt de crédit au profit d'une banque commerciale	50 millions EUR	<ul style="list-style-type: none"> - Soutenir les clients de la banque issus des entreprises et institutions du secteur privé, en particulier les clients actifs dans le secteur des infrastructures et le secteur agricole. - Soutenir et financer les chaînes de valeur agricoles, notamment dans le domaine de la culture et de la transformation du coton au Bénin. La banque figure parmi les principaux bailleurs de fonds des chaînes de valeur de l'agro-industrie cotonnière, qui constituent les plus importantes et qui ont le plus grand impact dans le pays. - Contribuer à la réalisation de la renaissance industrielle, incluant le développement des zones économiques et industrielles franches. Ces activités soutiennent les efforts de transformation économique du pays et aident l'industrie locale à répondre à la demande mondiale, à travers la construction des infrastructures et des installations nécessaires au conditionnement, à la transformation et à l'ajout de valeur aux produits agricoles locaux. - Il est également attendu que le prêt renforce les activités de la banque dans le domaine du financement des projets de santé et d'éducation, en particulier dans le secteur de l'éducation des filles en milieu rural.
Sénégal	Prêt de crédit au profit d'une banque commerciale	22,5 millions EUR	<p>Renforcer le rôle de la banque dans le soutien aux petites et moyennes entreprises et aux projets du secteur privé (y compris les projets mis en œuvre par des entités du secteur public à vocation commerciale), ainsi que dans l'appui aux opérations commerciales.</p>



3) Opérations de financement du commerce

Pays / Région	Intitulé de l'opération	Prêt de la BADEA	Objectifs
Gabon	Ligne de financement au profit d'une banque commerciale	55 millions EUR	Soutenir les importations de biens essentiels afin de renforcer le progrès économique et les échanges commerciaux entre les pays arabes et africains, ainsi que le commerce intra-africain.
Cameroun	Ligne de financement au profit d'une banque commerciale	100 millions USD	Soutenir les opérations de commerce extérieur de la banque, créer des emplois, améliorer la situation socio-économique, fournir des biens et services et soutenir les recettes fiscales de l'État, contribuant ainsi à la croissance économique.
Cameroun	Ligne de financement au profit d'une banque commerciale	30 millions EUR	Soutenir les activités de prêt de la banque, favoriser la création de projets et d'emplois, renforcer le rôle du secteur privé dans le développement économique et social et stimuler la croissance et le développement du pays.
Éthiopie	Participation à une opération de partage des risques avec une banque multilatérale de développement pour l'escompte de lettres de crédit émises par quatre banques locales	150 millions USD	Cette opération s'inscrit dans la démarche de la BADEA visant à entrer dans le domaine de l'émission, de la confirmation et de l'escompte des lettres de crédit, en tant que l'un des instruments et produits du financement du commerce, tant documentaire que non documentaire. Elle est également cohérente avec la stratégie de la BADEA et relève du pilier de sa stratégie (2030) de soutien au secteur privé et au commerce à travers le Programme de financement des exportations arabes. Elle contribue directement au renforcement et au soutien de la stabilité économique de l'Éthiopie en assurant la fourniture de biens stratégiques appuyant les activités économiques essentielles telles que l'agriculture et l'exploitation minière.
Burkina Faso	Ligne de financement au profit d'une entreprise publique	50 millions USD	Contribuer au financement des projets et à la création de nouveaux emplois, améliorer la situation socio-économique de la communauté, renforcer le rôle du secteur privé dans le développement économique et social de l'État en raison de son rôle actif dans la dynamisation des secteurs productifs et de services, soutenir le budget de l'État à travers les recettes fiscales, et appuyer la croissance économique et le développement du pays.
Ghana	Opération de cofinancement au profit d'une institution publique	70 millions USD	Soutenir les chaînes de valeur ajoutée de l'un des produits les plus importants du Ghana, qui représente entre 20 % et 30 % de ses exportations totales, en coopération avec plusieurs banques internationales bénéficiant de notations de crédit élevées. Le financement contribue à la stabilité des moyens de subsistance des populations, près de 800 000 familles dépendant de ce produit pour leur subsistance. Il contribue également au soutien de l'économie nationale en assurant au pays des ressources significatives en devises étrangères.



Suite – Opérations de financement du commerce

Pays / Région	Intitulé de l'opération	Financement de la BADEA	Objectifs
Malawi	Ligne de financement au profit d'une entreprise publique	100 millions USD	Contribuer à l'approvisionnement de l'entité bénéficiaire en produits stratégiques et à la stimulation du processus de développement, ainsi qu'à la promotion des exportations arabes et à la création d'emplois dans un secteur clé de l'État.
Sénégal	Ligne de financement au profit d'une entreprise publique	150 millions EUR	Soutenir les efforts du gouvernement visant à satisfaire les besoins du marché local et régional en produits stratégiques, et appuyer le développement des échanges commerciaux entre les pays arabes et africains. Le financement fournira également à l'entreprise des ressources supplémentaires pour soutenir la stratégie du gouvernement en matière de renforcement de la sécurité énergétique du pays, contribuant ainsi à stimuler la croissance économique dans les différents secteurs.
Éthiopie	Mise en place d'un financement conjoint en faveur du gouvernement, en cofinancement avec une banque de développement, d'un montant de 1,8 milliard de dollars.	300 millions USD	Cette opération constitue une première pour la BADEA en tant qu'arrangeur d'opérations de syndication multilatérale (Global Syndication), ce qui lui permet de réaliser des opérations similaires à l'avenir et de renforcer sa réputation sur le marché mondial du crédit. L'opération contribue également au développement et au renforcement des cadres de coopération stratégique entre les pays arabes et les pays africains, ainsi qu'à la promotion des échanges commerciaux entre eux.
Régional	Accord de partage des risques avec une banque régionale pour le financement d'opérations non financières via la confirmation de lettres de crédit	125 millions USD	Les accords de partage des risques (MRPA) visent à permettre à la BADEA d'élargir son rôle dans le financement du commerce, en tirant parti des accords conclus à ce jour avec certaines banques régionales. La BADEA garantit les opérations commerciales par le renforcement des lettres de crédit émises par une banque africaine de développement des exportations, ce qui contribue à renforcer la confiance et à stimuler les activités commerciales africaines et arabes.
Régional	Accord de partage des risques avec une banque régionale pour le financement d'opérations non financières via la confirmation de lettres de crédit	125 millions USD	Les accords de partage des risques (MRPA) visent à permettre à la BADEA d'élargir son rôle dans le financement du commerce, en s'appuyant sur les accords conclus jusqu'à présent avec certaines banques régionales. La BADEA garantit les opérations commerciales par le renforcement des lettres de crédit émises par une banque régionale, ce qui contribue à renforcer la confiance et à stimuler les activités commerciales africaines et arabes.
Régional	Accord de partage des risques avec des partenaires bancaires et institutionnels accrédités pour le financement d'opérations non financières via la confirmation de lettres de crédit	250 millions USD	Les accords de partage des risques (MRPA) visent à permettre à la BADEA d'élargir son rôle dans le financement du commerce, en tirant parti des accords conclus à ce jour avec certaines banques régionales. La BADEA garantit les opérations commerciales par le renforcement des lettres de crédit émises par un certain nombre de partenaires agréés parmi les banques et institutions actives dans le financement du commerce en Afrique, ce qui contribue à renforcer la confiance et à stimuler les activités commerciales africaines et arabes.



4) Opérations de développement des capacités

Pays / Région	Intitulé de l'opération	Subvention de la BADEA (en milliers USD)	Objectifs
Rwanda	Renforcement des capacités des PME	500	Développer la performance des micro, petites et moyennes entreprises et les transformer en entreprises prêtes à l'investissement, leur permettre de tirer parti des opportunités offertes par l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine en s'intégrant dans des chaînes de valeur, en leur accordant l'appui nécessaire au renforcement de leurs capacités et à l'accès au financement requis pour l'expansion de leurs activités.
Régional	Contribution au financement du Forum économique du Réseau des journalistes africains et arabes	300	Le forum économique vise à promouvoir l'inclusion et l'autonomisation économique des femmes africaines, l'insertion professionnelle des jeunes africains et arabes, à proposer des mécanismes de financement à leur intention, ainsi qu'à renforcer le dialogue et l'échange de bonnes pratiques entre eux.
Régional	Appui à la phase V du Portail arabo-africain	400	Fournir une première porte d'entrée pour l'accès à des informations précieuses sur les pays arabes, en raison de la faiblesse des moteurs de recherche actuellement disponibles. Le portail électronique arabe offrira une encyclopédie de développement complète, permettant aux utilisateurs d'accéder à des informations et à des références issues de diverses sources.
Régional	Projet pilote de sécurité alimentaire au Botswana, Mozambique et Libéria	1500	Améliorer la sécurité alimentaire et contribuer à la réduction de la pauvreté parmi les petits agriculteurs, en particulier les femmes, et soutenir les politiques agricoles nationales dans les terres affectées par la salinité au Botswana, au Mozambique et au Libéria, afin d'accroître la productivité des cultures et les revenus par l'intégration de modèles climato-intelligents capables de s'adapter à la salinité.
Régional	Programme Ponts du commerce arabo-africain	500	Mettre en œuvre des plans d'action visant à faire face aux défis de la sécurité alimentaire et à poursuivre le renforcement des systèmes de santé sur le continent africain, ainsi qu'à faciliter les échanges commerciaux et les investissements dans ces deux domaines, à la lumière de la mise en œuvre de l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine.
Tchad	Soutien institutionnel à l'enseignement de la langue arabe aux non-arabophones, en collaboration avec le Centre de l'ICESCO et l'Université du Roi Fayçal.	220	En coopération avec le Centre pédagogique régional de l'ICESCO au Tchad et l'Université du Roi Fayçal, les efforts visant à l'enseignement de la langue arabe aux non-arabophones sont soutenus.
Côte d'Ivoire	Contribuer à la création d'une plateforme numérique de financement destinée aux femmes dans les petites et moyennes entreprises.	500	Création d'une plateforme numérique offrant des financements aux propriétaires de petites et moyennes entreprises, en accordant la priorité aux entreprises détenues ou dirigées par des femmes. La plateforme contribue au renforcement de l'infrastructure numérique du financement, à la facilitation des procédures d'accès aux prêts, au développement des petites et moyennes entreprises afin de créer des opportunités d'emploi, et à la réalisation de l'égalité entre les sexes en matière d'accès au financement.
Maurice	Élaboration de l'étude de faisabilité et des conceptions détaillées des réseaux de distribution d'eau et des ouvrages en aval du barrage, dans le cadre du projet intégré du barrage de Rivière des Anguilles.	500	Financing the preparation of a feasibility study and detailed designs for water distribution networks and downstream facilities within the integrated dam project. The study includes an assessment of the project's economic, technical, and environmental aspects, including identifying needs, costs, and potential benefits, and preparing detailed engineering designs for the distribution networks and water facilities necessary for the project's full and efficient implementation.



Suite – Opérations de développement des capacités

Pays / Région	Intitulé de l'opération	Subvention de la BADEA (en milliers USD)	Objectifs
Gambie	Phase II du projet pilote de réhabilitation des mangroves	500	Plantation d'un million de palétuviers au profit de quinze villages répartis dans trois zones rurales, à savoir la côte ouest, le bas fleuve et la rive nord, ainsi que le renforcement des capacités des cadres de la plateforme dans le domaine du calcul des crédits carbone liés aux palétuviers.
Cap-Vert	Projet pilote de chaînes de valeur agricoles et de tourisme – vallée de Ribeira de Principal	500	Amélioration des conditions de vie des populations de la zone par la contribution au soutien des activités génératrices de revenus, le désenclavement de vingt-deux agglomérations situées en amont du barrage, le développement des chaînes de valeur agricoles et le renforcement de la sécurité alimentaire, ainsi que la création d'opportunités d'emploi pour les femmes et les jeunes.
Régional	Développement de techniques de captage et stockage du carbone avec l'Institut du Sahel	465	Développement de plans stratégiques pour l'absorption et le stockage du carbone à travers des systèmes et des techniques de calcul des émissions de gaz à effet de serre dans les États membres du CILSS. Le processus soutient la capacité de chaque État à mettre en œuvre ses propres plans de lutte contre le changement climatique et à intégrer le principe de neutralité carbone dans les stratégies de développement, ainsi qu'à sélectionner des interventions ayant un impact positif sur l'environnement.
Régional	Renforcement des chaînes de valeur agricoles en Ouganda et au Zimbabwe	202	Assurer la sécurité alimentaire et améliorer les moyens de subsistance des agriculteurs ruraux en vue de la transformation économique des zones rurales, par l'adoption des technologies et de l'innovation, le renforcement de l'échange de connaissances entre les établissements d'enseignement et les agriculteurs, ainsi que l'adoption des initiatives et des idées des petits exploitants agricoles et leur transformation en un produit de connaissance applicable et diffusable.
République centrafricaine	Contribuer à l'organisation de la table ronde destinée à présenter les plans et projets de l'État au Groupe de coordination.	300	Mobilisation des parties prenantes autour des besoins de financement de l'Afrique centrale en vue de la mise en œuvre de projets des secteurs public et privé dans les secteurs prioritaires, et élargissement du champ de coopération avec le Groupe de coordination.
Tchad	Contribuer à l'organisation de la table ronde visant à présenter les plans et projets de l'État au Groupe de coordination.	300	Présenter aux bailleurs de fonds le plan de développement du Tchad pour la période 2024-2028 et contribuer à la mobilisation des financements nécessaires à la réalisation des projets inscrits dans son cadre, exposer les programmes d'investissement et approfondir le dialogue sur les politiques susceptibles d'accélérer le rythme du développement du pays.
Côte d'Ivoire	Soutenir la création d'une unité de coordination et de suivi du portefeuille de programmes et de projets du Groupe de coordination.	330	Création d'une unité spécialisée chargée de la coordination et du suivi du portefeuille de programmes et de projets du Groupe de coordination, et mise en place d'une plateforme numérique permettant un suivi étroit reflétant les taux d'avancement et les décaissements. En outre, renforcement des compétences des cadres du ministère des Finances en matière de mobilisation des ressources financières et de gestion des relations avec les partenaires, ainsi que le développement de leurs capacités dans les mécanismes de préparation, d'évaluation et de suivi des projets.



Suite – Opérations de développement des capacités

Pays / Région	Intitulé de l'opération	Subvention de la BADEA (en milliers USD)	Objectifs
Guinée	Fourniture de services d'expert pour appuyer le ministère de la Planification et du Développement économique.	200	Soutien aux acquis réalisés par l'expert dans le cadre de l'assistance technique précédente, lesquels ont inclus la coordination continue de la gestion des relations avec les partenaires au développement, en particulier le Groupe de coordination arabe, le transfert d'expertise dans le domaine de la préparation, de la mise en œuvre, de l'évaluation et du suivi des projets de développement, ainsi que la mobilisation de ressources financières pour de nouveaux projets.
Burkina Faso	Fourniture de services d'un expert en microfinance pour appuyer le Fonds national de financement inclusif.	320	Appui au Fonds national de financement inclusif dans la mise en œuvre du prêt de la Banque d'un montant de 25 millions de dollars, destiné à contribuer au financement des projets petits et très petits couvrant l'ensemble des activités productives et de services. L'expert contribue également à la mise en œuvre de la stratégie nationale de financement inclusif, à l'amélioration de la performance des plans et programmes nationaux de développement du secteur de la microfinance dans le pays, ainsi qu'au renforcement des capacités humaines et institutionnelles des institutions de financement.
Régional	Contribuer au soutien de l'Alliance pour les infrastructures vertes en Afrique.	90	Appui à l'Alliance, représentée par le Bureau de l'Envoyé spécial désigné par le Président de la Banque africaine de développement, en vue d'impulser les activités de l'Alliance relatives à la mobilisation et à la mise en commun des ressources nécessaires à la préparation de projets d'infrastructures vertes, ainsi qu'à l'annonce des efforts de l'Alliance lors de la Conférence mondiale sur le changement climatique (COP28). L'opération vise également à intégrer la BADEA au sein de l'Alliance, afin de lui permettre d'identifier des opérations vertes susceptibles d'être examinées en vue de leur financement et du développement de son portefeuille vert.
Régional	Contribution au parrainage de la Foire et du Forum du commerce intra-africain (IATF – 3e édition)	300	Identifier les entreprises et les produits africains et arabes, ainsi que les besoins des deux régions et les industries nationales africaines, et présenter une image claire aux visiteurs de l'exposition des activités menées par les institutions et entreprises nationales dans les différents secteurs productifs et de services. L'exposition constitue également une bonne opportunité pour conclure des accords et identifier de nouveaux projets susceptibles d'être financés
Cameroun	Fourniture des services d'un Expert auprès du Ministère de l'Économie, de la Planification et du Développement	200	Appui au ministère de l'Économie, de la Planification et du Développement, et renforcement de ses capacités par l'acquisition d'expertises nationales, afin d'améliorer le portefeuille de projets existants et d'en accroître la performance et l'impact en matière de développement.
Régional	Contribution aux activités africaines dans le cadre de la COP28	408	La conférence vise à mettre en place des mécanismes pour l'application et la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat, à travers la signature d'accords et de projets concrets dans le domaine du développement durable, à approfondir le débat sur des thématiques importantes telles que l'énergie, l'agriculture et l'eau, ainsi qu'à mobiliser des ressources auprès des bailleurs de fonds, du secteur privé et des organisations de la société civile.
Gambie	Appui institutionnel au Ministère des Finances et des Affaires économiques	400	Développement des compétences et renforcement des capacités des hauts responsables administratifs et des agents du ministère dans les domaines de la planification, de la gestion, du suivi et de l'évaluation des projets, des marchés publics et de la gestion financière et fiscale, de la budgétisation et de la planification, ainsi que du renforcement du partenariat entre les secteurs public et privé.



Suite – Opérations de développement des capacités

Pays / Région	Intitulé de l'opération	Subvention de la BADEA (en milliers USD)	Objectifs
Ghana	Appui institutionnel au Ministère des Finances	190	Renforcement de l'efficacité institutionnelle du ministère afin de promouvoir la croissance économique et d'appuyer la bonne gouvernance, amélioration de la performance de la direction chargée de la mobilisation des ressources et des relations internationales et économiques, et activation du rôle de plusieurs nouvelles directions par la formation afin de soutenir l'exécution de leurs missions.
Afrique du Sud	Projet pilote de centre de renforcement des compétences numériques	1500	Création d'un centre polyvalent dédié au renforcement des compétences numériques des jeunes, servant de cadre pour l'incubation et la mise en place d'un environnement favorable au développement de leurs talents et de leur capacité de production, les encourageant à la mise en réseau et à l'établissement de relations professionnelles, ainsi qu'à l'échange d'expériences entre les institutions et les organisations de jeunesse.
Sénégal	Projet pilote pour le réseau des femmes agricultrices du Nord	100	Fournir l'appui nécessaire pour contribuer à la mise à disposition d'un espace de formation et à l'organisation d'ateliers en vue d'améliorer les compétences des femmes et d'accroître leur sensibilisation au travail agricole.
Régional	Contribuer au parrainage du Dialogue sur la prospérité de l'Afrique.	100	Créer une plateforme de discussion sur l'intégration de l'Union dans un marché unique et sur les moyens de stimuler la croissance économique de l'Afrique dans le cadre de l'Agenda Afrique 2063, ainsi que l'échange de leçons et d'expériences afin d'identifier des approches innovantes pour le développement des infrastructures, du secteur privé, du commerce, des chaînes de valeur agricoles et des petites et moyennes entreprises.
Régional	Contribuer au financement de la Conférence des autorités de régulation et des fournisseurs de services énergétiques africains et arabes.	100	Identifier des solutions visant à encourager l'investissement dans les actifs des infrastructures dégradées, afin d'aider les entreprises africaines à renforcer leur compétitivité. La conférence vise également à développer des partenariats régionaux pour contribuer à la sensibilisation aux problématiques liées aux infrastructures et à appuyer l'adoption de cadres réglementaires pour le secteur, de manière à favoriser son développement.
Côte d'Ivoire	Financement de l'élaboration de l'étude de faisabilité technique et économique du projet de création d'une usine de produits à base de cacao.	100	Élaboration de l'étude de faisabilité technique et économique pour la création d'une usine de produits à base de cacao, avec une capacité initiale pouvant atteindre 40 000 tonnes de fèves transformées par an, en vue de soutenir le plan national du pays (2021-2025) de développement de l'agriculture, lequel vise à accélérer la transformation structurelle de l'économie par l'industrialisation.
Régional	Parrainage de la Conférence panafricaine sur la lutte contre les flux financiers illicites	100	Évaluation de la mise en œuvre des engagements antérieurs relatifs au rapport du président Thabo Mbeki sur les flux financiers illicites en Afrique (2015), et application des meilleures pratiques continentales pertinentes entreprises par la Commission de l'Union africaine, les parties prenantes et les partenaires, telles que reflétées dans les résultats d'un rapport spécial consacré à l'endigement des flux financiers illicites.
Régional	Contribution au parrainage de rencontres entre exportateurs et importateurs africains, organisées dans le cadre de quatre manifestations tenues par le Centre islamique pour le développement du commerce dans des pays africains.	100	Contribution au renforcement du commerce et des investissements dans les pays africains, et mise en lumière des activités de la BADEA dans le domaine du soutien au secteur privé et du commerce entre les pays arabes et africains.



Suite – Opérations de développement des capacités

Pays / Région	Intitulé de l'opération	Subvention de la BADEA (en milliers USD)	Objectifs
Régional	Financement d'une session de formation en langue arabe à l'intention de locuteurs non arabophones issus de certains pays d'Afrique de l'Ouest.	100	Dotation des enseignants de langue arabe dans les pays d'Afrique de l'Ouest de connaissances spécialisées dans les domaines pédagogique et académique, et renforcement de leurs compétences en techniques de communication avec les non-arabophones dans leurs pays. L'université fournira un document de référence destiné à éclairer les parties concernées sur la pratique éducative.
Régional	Contribution au financement d'événements consacrés à la résilience économique et à l'intégration économique en Afrique.	60	Mise en lumière des défis auxquels est confrontée le continent africain en matière de renforcement de la résilience économique et de l'intégration économique.
Régional	Parrainage de la première édition du Forum de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal	100	Stimulation du rôle des milieux scientifiques et du secteur privé dans le renforcement de l'innovation et de l'entrepreneuriat, afin de contribuer à la réalisation des objectifs stratégiques de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal. Les meilleures petites et moyennes entreprises, les start-up et les jeunes porteurs de projets innovants dans les domaines de l'environnement, de l'agriculture, de l'énergie, de la navigation et de l'approvisionnement en eau potable seront sélectionnés à travers l'organisation d'un concours dans chacun des États membres de l'Organisation.
Régional	Contribution au parrainage de la septième édition du Forum africain des affaires et de la responsabilité sociale.	100	Réunir des experts et des parties prenantes afin de débattre du concept d'entreprises régénératives et de leur contribution au développement durable. Le forum vise à encourager la transition des entreprises durables traditionnelles vers des entreprises régénératives qui accordent la priorité non seulement à la réduction des impacts négatifs, mais également à la régénération des systèmes naturels et sociaux.
Régional	Contribution au parrainage de la huitième édition du Forum africain des petites et moyennes entreprises.	45	Soutien à l'entrepreneuriat et aux petites et moyennes entreprises, et leur mise en relation avec la BADEA afin de leur permettre de bénéficier des allocations prévues dans son huitième plan quinquennal, amélioration de leurs possibilités d'accès aux sources de financement, et renforcement de leurs capacités grâce à l'échange d'expériences et d'idées dans le cadre du forum.
Régional	Parrainage de la neuvième édition du Forum pour l'amélioration de l'image de l'Afrique auprès des investisseurs.	72	Refonte et renforcement de l'image de l'Afrique, et mise en valeur de ses potentialités économiques afin d'attirer les investissements et de stimuler une croissance durable dans les différents secteurs. Le forum réunit des dirigeants, des décideurs publics, des entreprises et des parties prenantes pour débattre des stratégies de transformation de l'Afrique et de son intégration dans l'économie mondiale, en mettant l'accent sur l'innovation, l'entrepreneuriat et le développement durable.
Régional	Contribution au parrainage du Sommet de l'industrie financière africaine (troisième édition).	80	Contribution au renforcement du transfert de technologies vers le continent africain et à l'amélioration du positionnement des entreprises africaines au sein des chaînes de valeur mondiales, à travers le partenariat entre les institutions économiques et internationales, ainsi que le transfert de l'expertise d'un nombre significatif de grands consultants et experts de renommée mondiale qui participeront au sommet.
Régional	Parrainage de la 5e édition de la Journée africaine du financement	25	La Journée annuelle du financement africain vise à promouvoir le financement et l'investissement sur le continent africain. Elle comprend généralement des présentations et des expositions de projets et d'opportunités d'investissement dans divers secteurs, tels que les infrastructures, l'énergie, l'agriculture, la technologie et les petites et moyennes industries. Des investisseurs, des banques, des entreprises, des organisations internationales et des gouvernements y prennent part, dans le but de renforcer la coopération financière et le développement économique sur le continent.



Suite – Opérations de développement des capacités

Pays / Région	Intitulé de l'opération	Subvention de la BADEA (en milliers USD)	Objectifs
RDC	Parrainage de la 8e édition du Forum Makatano	25	Le forum est considéré comme un événement de premier plan et réunit de nombreuses personnalités de premier rang intéressées. Il est centré sur la discussion et l'échange d'idées et d'expériences dans divers domaines liés aux affaires et au développement durable, et offre également aux jeunes, aux professionnels et aux créateurs une opportunité de se rencontrer, de constituer des réseaux de travail et de coopération, et d'apprendre de réussites avérées. Le parrainage de la huitième édition du Forum Makatano est considéré comme une opportunité pour les entreprises et les organisations de participer à cet événement majeur et de soutenir les activités culturelles, économiques et sociales au sein des communautés du Congo.
Sénégal	Contribution au financement d'un atelier consacré au développement des écosystèmes des waqfs nationaux et de certains pays africains.	25	Échange de connaissances et d'expériences sur les mécanismes du waqf, et adoption d'un programme de coopération non régionale visant à développer les écosystèmes et les cadres législatifs des waqfs nationaux de certains pays d'Afrique centrale et de l'Ouest.
Tchad	Contribution au financement des activités de la « caravane scolaire » au profit des enfants dans le besoin.	25	Les visites et les caravanes scolaires visent à sensibiliser la communauté à l'importance de l'éducation, à informer les familles de l'importance des étapes et des cycles de l'enseignement au Tchad, et à les encourager à inscrire leurs enfants à l'école et à veiller à la poursuite de leur scolarité.
Régional	Contribution au parrainage de la huitième édition du Forum des banques et des petites et moyennes entreprises.	25	Mise à disposition d'une plateforme de coopération et d'échange d'idées, de points de vue et d'expériences. Le forum joue un rôle d'intermédiaire entre la BADEA et les petites et moyennes entreprises, en facilitant l'action des gouvernements dans la promotion et le soutien des investissements.
Niger	Parrainage d'une manifestation visant à l'autonomisation des entreprises émergentes dans les pays africains les moins avancés.	20	Renforcement du rôle des partenariats émergents et de l'entrepreneuriat en tant que secteur moteur du développement économique en Afrique. Lors de l'événement, l'accent sera mis sur l'importance de soutenir les start-up et les jeunes entrepreneurs en Afrique, à travers l'amélioration de l'environnement des affaires et l'encouragement de l'innovation et de la transformation numérique, ce qui contribuera à stimuler la croissance économique et à créer des emplois.
Régional	Contribution au parrainage d'un séminaire organisé en marge de la Conférence mondiale sur l'eau, sous le thème : « Les montagnes du Fouta-Djalon : visions et actions pour la protection du château d'eau de l'Afrique de l'Ouest ».	25	Le séminaire est un événement organisé en marge de la Conférence mondiale sur l'eau. Il met l'accent sur l'importance de la protection des ressources en eau en Afrique de l'Ouest, en particulier le château d'eau des montagnes du Fouta-Djalon, dans le but de définir des actions de préservation de cette ressource hydrique et de renforcer la sensibilisation à l'importance de la durabilité de l'eau.
Régional	Contribution au parrainage de la septième Semaine de l'industrialisation de la Communauté de développement de l'Afrique australe.	25	Création d'un environnement propice au développement du capital humain, à la création d'opportunités favorisant le commerce, le commerce numérique et des systèmes de paiement interopérables dans la région de la SADC, à la facilitation du commerce électronique, et au renforcement de l'intégration régionale entre les pays du Sud.
Régional	Contribution au soutien des activités de la conférence annuelle du Regroupement économique africain.	24	Providing the necessary resources to fund the participation of specialized African experts to discuss and explore new methods and mechanisms for financing development in Africa, focusing on public debt as a financing tool, climate finance, energy, and the private sector in Africa, and working to develop proposals to address the socio-economic impacts of the overlapping crises facing the continent through sustainable recovery and effective development.



05

Annexes



Annexe I

Capital de la BADEA

Le capital autorisé de la Banque s'élevait, au 31 décembre 2023, à 20 000 millions de dollars des États-Unis (2022 : 20 000 millions de dollars des États-Unis).

Le capital souscrit callable s'élevait à 10 000 millions de dollars des États-Unis (2022 : 10 000 millions de dollars des États-Unis).

Le capital libéré s'élevait, au 31 décembre 2023, à 5 000 millions de dollars des États-Unis (2022 : 5 000 millions de dollars des États-Unis).

Contributions des États membres au 31 décembre 2023

État	2023	2022
Royaume hachémite de Jordanie	10 704	10 704
Émirats arabes unis	535 217	535 217
Royaume de Bahreïn	10 704	10 704
République tunisienne	44 601	44 601
République algérienne démocratique et populaire	214 087	214 087
Royaume d'Arabie saoudite	1 284 520	1 284 520
République du Soudan	10 704	10 704
République arabe syrienne	5 947	5 947
République d'Irak	749 304	749 304
Sultanat d'Oman	64 226	64 226
État de Palestine	10 704	10 704
État du Qatar	428 174	428 174
État du Koweït	784 985	784 985
République libanaise	35 681	35 681
État de Libye	713 622	713 622
République arabe d'Égypte	10 704	10 704
Royaume du Maroc	78 498	78 498
République islamique de Mauritanie	7 618	7 618
Total	5 000 000	5 000 000




Annexe II


États financiers et rapport de l'auditeur indépendant pour l'exercice clos le 31 décembre 2023






Avenue Abdel Rahman El Mahdi
B.P. 2640 - Khartoum 11111
République du Soudan

 +249-183-773646
+249-183-773709

 +249-183-770498
+249-183-770600

 badea@badea.org



www.badea.org